

Compiègne, année 1918

1914-1918, Compiègne,

UNE VILLE PROCHE DU FRONT

La tension internationale, exacerbée par le jeu des alliances, provoque la course aux armements. En juin 1913, la France vote le retour au service, militaire de trois ans, ce qui accélère la construction de nouvelles casernes. À Compiègne, on choisit un terrain d'environ vingt hectares situé entre le faubourg Saint-Germain et l'écart rural de Royallieu. On y édifie vingt-quatre pavillons de briques, plus des annexes, et c'est là que s'installe, à partir de janvier 1914, le 54^e régiment d'infanterie, auparavant logé à côté du 5^e Dragon, dans les casernes du Cours.

Le 12 juillet 1914, la ferveur patriotique rassemble les Compiègnais à l'entrée du Cours pour l'inauguration de la statue du major Otenin, héros qui || avait défendu la ville contre les Prussiens, cent ans auparavant.

Le 31 août, le pont Louis XV saute et la ville est occupée par les troupes allemandes jusqu'au 12 septembre. Si le réfugié affluent, de nombreux Compiègnais fuient et les maisons abandonnées sont souvent livrées au pillage. Trois otages sont pris mais libérés grâce à l'intervention d'aristocrates compiégnais liées aux familles allemandes régnautes.

La ville reste longtemps à 12 kilomètres du front et subit alors des bombardements intermittents par avions, zeppelins, ainsi que par une *Bertha* installée près de Coucy-le-Château. Cependant la vie continue à Compiègne, devenue terminus ferroviaire et ville hospitalière ; mais, lors des alertes, la population se réfugie dans les caves voûtées et les souterrains.

Un répit suit l'évacuation par les Allemands du saillant de Noyon, en mars 1917, et le Grand Quartier Général (G.Q.G.) s'installe au château à partir du 3 avril. Le général Nivelle y est remplacé dès le 15 mai par Pétain, après l'échec sanglant du Chemin des Dames.

L'offensive allemande du 21 mars 1918 oblige au départ du G.Q.G. Les bombardements reprennent brutalement, et Compiègne semble vouée à la destruction. L'exode de la population s'accélère. Dès le 28 mars, il ne reste plus qu'une centaine de Compiègnais.

Les Allemands, qui cherchent à réduire le butoir de Compiègne, dernier obstacle avant Paris, déclenchent une offensive dans la nuit du 8 au 9 juin, mais le 11 juin au matin, ils subissent une contre-attaque menée par le général Mangin dans la vallée du Matz, à quelques kilomètres de Compiègne. La ville subit son dernier bombardement le 2 septembre. Ce sont alors les premiers retours. Il faut rebâtir quatre cents maisons et en restaurer plus de mille.

Compiègne allait avoir l'insigne honneur d'être la ville de l'Armistice. Le maréchal Foch ne veut pas, en effet, exposer les plénipotentiaires allemands à la curiosité des journalistes et aux éventuelles manifestations de la population de Senlis où se trouve son G.Q.G. Il fait donc conduire leur train, le 8 novembre au matin, sous une futaie proche du carrefour forestier du Francport; c'est là que l'Armistice est signé trois jours plus tard.

(1) - Extrait de « *Mémoire de Compiègne* » de François Callais pages 132 -133 - Editions Jacques Marseille - 2000

Pour Compiègne, 1918 fut une année terrible et exaltante.

Terrible, car de mars à septembre, à la suite de l'offensive allemande, Compiègne se retrouve à quelques kilomètres du front et doit être évacuée sous le feu des batteries ennemies qui détruisent alors plus de 400 maisons.

Exaltante, puisque Compiègne est la ville choisie par le Maréchal Foch pour signer l'Armistice dans la clairière dite de Rethondes le 11 novembre 1918.

Afin d'illustrer cette période, nous avons trouvé deux récits croisés qui illustrent, pour le premier, la vie quotidienne de Compiègne sous la pluie des obus, pour l'autre le quotidien des soldats du front repoussant inlassablement la poussée ennemie entre Compiègne et Noyon.

Le premier récit a été écrit par un membre de la Société historique de Compiègne, Robert Lefèvre, qui réunit dès 1924 les témoignages de cette époque, au travers d'un livre « *Compiègne pendant la guerre 1914 - 1918* » (1).

Bien que n'ayant pas été témoin direct des événements qu'il relate, Robert Lefèvre réussit par la qualité de son écriture à nous faire passer l'esprit de résistance de toute une ville et le drame des destructions qui s'accumulent chaque jour.

Le second récit est extrait des « *Carnets de guerre d'Alexis Callies, 1914 -1918* » (2)

Alexis Callies est un capitaine d'artillerie qui a laissé un remarquable témoignage sur toutes les batailles de la Grande Guerre, la Marne, Verdun, Chemin des Dames, Champagne, et enfin la bataille du Matz entre juin et septembre 1918, aux portes de Compiègne.

Il nous rapporte le point de vue peu connu de l'artilleur, quelque peu méprisé de l'infanterie, mais qui risque néanmoins sa vie quotidiennement, tout en paraissant très préoccupé de son avancement au milieu de la mitraille.

Puissent ces deux évocations nous rappeler cette terrible période où toute l'Europe s'affronta dans un combat mortel.

(1) : « *Compiègne pendant la guerre 1914-1918* » de Robert Lefèvre - Société historique de Compiègne - 1926

(2) : « *Carnets de guerre d'Alexis Callies 1914 -1918* » d'Alexis Callies - Edition Anovi - www.anovi.fr/callies.htm

Compiègne pendant la Guerre (1914 - 1918)

de J. Robert Lefèvre

Société historique de Compiègne -

Imprimerie du Progrès de l'Oise -1926

Extrait des pages 170 à 209

L'année 1918

Une violente surprise réveilla Compiègne de son assoupissement. Car les quelques faits extérieurs qui s'étaient passés depuis l'installation du Grand Quartier n'avaient pas beaucoup tranché sur la monotonie des jours.

Le 16 février 1918, vers six heures et demie du soir, un avion ennemi qui n'avait pas été remarqué par le poste des guetteurs lança une énorme torpille sur le Palais. Une explosion formidable fit trembler les vitres des maisons. Soit par erreur de tir, soit par déviation, la bombe était tombée en plein milieu de la rue d'Alger, presque au coin de la place du Château, à la porte des popotes où se réunissaient les officiers. Deux d'entre eux, le chef de bataillon Mathis et le capitaine Mallet étaient tués et plusieurs autres blessés. Cinq maisons s'écroulaient devant l'énorme trou creusé sur la chaussée. L'abside de Saint-Jacques s'était ouverte par suite de la commotion. Tous les carreaux des alentours avaient volé en éclats. Des fenêtres arrachées gisaient de tous côtés. Tout le quartier avait été bouleversé.

Si elle s'était produite quelques instants plus tard, la catastrophe aurait été encore plus terrible, car c'était l'heure de sortie du deuxième bureau.

L'émotion fut vive en ville, et aussi au G. Q. G.

Depuis le 17 mars 1917, Compiègne n'avait pas été attaquée.

L'agression, pour le moins, était bizarre. Plusieurs raisons furent mises en avant : l'avion, perdu, s'était délesté au moment où il se vit surpris par la fusée-signal lancée par les guetteurs. Ou bien, cette attaque brusquée devait être un avertissement, qui n'était pas à dédaigner. Était-ce, tout simplement, la rupture de l'accord tacite en vertu duquel les grands Etats-majors devaient échapper aux bombardements ? Les Allemands semblaient décidés à tout pour arriver plus vite à l'écrasement de leurs adversaires.

Dans cette hypothèse, pouvait-on courir le risque de laisser détruire, en cas d'incendie, des archives dont la perte eut été irréparable, le plan de répartition des divisions, le plan de transport de la Direction des Chemins de Fer, etc... Au plus fort de la bataille, le Quartier Général pouvait être attaqué par une forte escadrille et détruit totalement. Il ne quitta pas Compiègne pour cela. On dit que le général Anthoine, qui avait remplacé le général Debeney comme major général depuis le mois de novembre, s'opposa à l'éventualité d'un déménagement avec la véhémence caustique qu'il montrait à chaque occasion. Le généralissime, aussi, tenait à rester à proximité du front anglais où allaient se passer des événements extrêmement intéressants.

De jour en jour, la situation de Compiègne, enjeu de

l'offensive allemande, va devenir plus tragique. Chaque soir, vers sept heures et demie, les sirènes feront entendre leur chant sinistre en même temps que le courant électrique sera supprimé à titre d'avertissement supplémentaire. Signe convenu, attendu, qui se répète à l'heure exacte et qui n'en fait pas moins frissonner quand on le reconnaît. Dès que l'électricité commence à pâlir dans les ampoules, avant de s'éteindre dans un évanouissement, les Compiègnois descendent dans leurs caves qu'ils ont aménagées comme des pièces d'habitation, avec un matériel spécial d'alerte et tout ce qu'il faut pour passer la nuit. Avec une précipitation bien compréhensible, les habitants rassemblent leurs affaires dans l'obscurité, tandis que hurlent les sirènes et que commencent à résonner les premiers coups de canon. C'est d'abord un lointain grondement, comme le roulement confus porté par l'espace, d'une tempête au large. Puis, soudain, les tirs de barrage déclanchés dans toute la région éclatent tumultueusement, empourprant l'horizon de leurs détonances.

L'affolement quotidien soumet les nerfs à une rude épreuve. Prenant à peine le temps de fermer sur soi la porte de son appartement, chacun court au refuge qu'il s'est choisi pour y retrouver les mêmes compagnons d'infortune. Du fonds des retraites souterraines, on assiste par l'oreille aux péripéties du bombardement, mais toujours des intrépides remontent quelques instants de la cave pour jouir du spectacle extérieur et contempler le théâtre de la bataille aérienne. Les fulgurations sans arrêt envahissent le ciel. On voit jaillir les fusées et scintiller les shrapnells qui explosent avec un long miaulement suivi d'une décrépitation sèche.

Si l'alerte est de nuit, de place en place, d'énormes faisceaux lumineux sortis de terre s'élancent dans le firmament clair où ils dardent de larges rais blancs qui se déplacent par brusques saccades, s'entrecroisent, se heurtent, accrochant de subtiles luminosités aux nuages violets. Des ronflements musicaux de moteurs passent dans l'éther, clignotant comme des bourdonnements d'insectes. Le vacarme est prodigieux. Parfois, un sifflement fend l'air, un fracas se répercute, tandis qu'une gerbe de flamme fait briller un éclair. On entend alors de vagues cris, un écroulement de maison. La terre a tremblé par en dessous, comme si l'éclatement s'était produit en profondeur. Un silence accablé succède à tout ce tintamarre. Le bombardement s'assoupit, murmure inutile après le point d'orgue final. Lentement, il reprend, la scène recommence, jusqu'à la fin de l'acte interminable, supplice intolérable. Des hommes passent dans la rue, au pas de gymnastique, se rendant sur les lieux. Par eux, on apprend dans quelle direction sont tombées des bombes. Comme le bruit d'un passant, rasant la grille du soupirail peut inspirer de confiance ou d'effroi !

Les abris collectifs, Mairie, Manutention, grandes caves réservées, sont également des plus fréquentées par ceux qui ne se croient pas en sécurité dans leur maison ou qui aiment mieux ne pas se sentir seuls et abandonnés au moment du danger.

L'ancienne Abbaye de Saint-Corneille, en particulier,

avec ses doubles caves voûtées offrait un asile presque inviolable et c'était à coup sûr le meilleur endroit de tout Compiègne pour passer le temps des alertes.

C'est le régime de la terreur qui commence et qui va s'accroître au point que beaucoup de personnes qu'aucune obligation ne retient dans la ville, fermeront leur maison et se retireront au-delà de Paris, en confiant leurs clefs à des voisins. Pendant le mois de mars, il tombera sur Compiègne, plus de 400 bombes ou torpilles. C'est dire que le bombardement ne se fera pas sans fracas et sans risques, ni sans victimes.

Les avions allemands qui se dirigent vers Paris suivent toujours la route de l'Oise. Les nombreux postes de D.C.A., dissimulés dans la forêt, les saluent à l'aller et au retour avec un bruit de canonnade infernal. Heureux encore, quand l'alerte, pour avoir été bruyante, se termine par la sonnerie de clairon « La Berloque », sans qu'aucun point de chute n'ait été signalé.

Les caves du Palais avaient été déblayées pour recevoir tous les services du Grand Quartier. Elles étaient assez vastes pour abriter une garnison entière. A quinze mètres au-dessous du sol, c'étaient de longues galeries, à demi comblées de terre et de débris de toutes sortes, creusées de distance en distance de niches profondes, transformées sommairement en bureaux en vue de continuation du travail, dans le cas d'alertes prolongées. Ces cavernes étaient si profondément enfoncées dans le sol qu'on n'y entendait pas le bruit des détonations. Tout à rentrée l'officier de service du commandement restait en communication téléphonique avec le guetteur placé aux premières loges, sur le toit du Palais.

Un règlement affiché dans tous les bureaux prescrivait qu'en cas d'alerte, les secrétaires et les officiers devaient y descendre en suivant un itinéraire déterminé. Car le dédale de ces couloirs souterrains était fort compliqué. Une ouverture fut pratiquée à l'usage de la population civile, au fond du fossé du parc, et l'on y accédait par un escalier de bois, posé tout contre le mur de la terrasse. C'était un excellent abri, des plus sûrs, mais il avait l'inconvénient de se trouver loin du centre de la ville et il faut dire aussi, qu'on y vécut, dès les premiers jours dans une promiscuité gênante.

Le 15 mars, un gotha est abattu en forêt de Compiègne, au carrefour Huet. Le capitaine était porteur d'un ordre de bombardement de Paris, rédigé en français.

A la demande de la Municipalité, le général commandant la troisième armée fournit des caisses pour l'emballage des archives et de la bibliothèque. Mais il n'est pas possible d'obtenir des camions pour l'évacuation des précieux colis.

Des précautions urgentes ne sont pas sans utilité, car on sent de jour en jour le danger approcher. Le 21 mars, à neuf heures du soir, plusieurs avions lancent une quinzaine de bombes. Les alentours de la gare et du pont sont largement arrosés (trois sur le port à vins, une sur le pavé devant le garage Guinard, deux au 32 de la rue Vivenel, une dans la cour de la maison Laurendeau). Le centre de la ville n'est pas plus ménagé (une impasse des Minimes, une avenue

Royale, près de la Sous-préfecture, une au n° 16 de la rue de la Sous-préfecture, une dans la cheminée du 31 de la rue d'Alger, une sur le trottoir de la rue Eugène-Floquet, trois sur la place de l'Hôtel-de-Ville (épicerie Vignier, bijouterie Delanoë, cour du Café Français), une torpille tomba dans la cour arrière de la manutention, creusant une excavation très large et très profonde. Enfin, une autre atteignit l'hôtel des Postes, où elle causa peu de dommages à l'immeuble, mais détruisit le matériel technique à tel point que le service fut transféré le lendemain à l'ancienne Caisse d'Épargne.

Le bruit du canon parvient jusqu'à Compiègne. Le 20 mars, vers dix heures du soir, un grondement formidable se fait entendre qui se prolonge fort avant dans la nuit. Il reprend vers cinq heures du matin. L'attaque allemande était imminente, sur le Nord. Mais était-on certain de pouvoir l'enrayer ? La question se posait, directe, brutale, pour Compiègne. La présence du Grand Quartier devait encore rassurer les moins aguerris. Puisqu'il restait là, ce n'était pas trop mauvais signe. Mais les jours se passaient dans une grande ignorance de nouvelles.

Dans la nuit du 22, une escadrille fut signalée sur Compiègne, au moment où l'on venait d'apprendre, la mort dans l'âme, que Tergnier était pris, mais la

« Berloque » sonna sans qu'on eût entendu de détonations. Des convois d'artillerie traversaient la ville sans interruption et, après avoir franchi l'Oise, montaient vers le Nord. A neuf heures moins le quart, les sirènes se firent entendre à nouveau. Cette fois, c'était pour de bon. A peine chacun était-il descendu en sûreté dans son abri que les bombes et les torpilles s'abattaient sur la ville avec un bruit épouvantable, qu'aggravait encore la canonnade de la défense contre avions. La maison du Docteur Wurtz, rue Sainte Marie, était complètement détruite par une double torpille. Heureusement, la cave n'avait pas été atteinte et les personnes qui y étaient réfugiées, purent en sortir saines et sauvées. La cour de la gare était criblée de projectiles ainsi que le passage à niveau et le café de la « dernière minute ». M. Mayet, buffetier, était tué par un éclat de bombes, à la sortie de sa cave. D'autres projectiles de moindre importance atteignirent la prison, la maison Herber, la maison Pointier et le bureau de la circulation. L'hôpital Carrel (1) fut gratiné de cinq torpilles qui l'encadrèrent exactement, soufflant le rez-de-chaussée, blessant un major et un infirmier. Dès la fin de l'alerte, on s'empressa d'évacuer les blessés, descendus heureusement par précaution dans les caves. Mais la nuit n'était pas achevée. A une heure du matin, il fallut à nouveau gagner les abris souterrains. En remontant timidement, entre deux explosions, pour se rendre compte de ce qui se passait, les Compiègnais aperçurent avec terreur une grande lueur qui empourprait le ciel dans la direction de l'Usine à Gaz. Ce fut une minute d'épouvante. C'était l'incendie du dépôt d'essence, au bord de l'Oise, devant le quartier Bourcier. Le dépôt des autos du G. Q. G. tout proche, risquant de chercher à l'arrière un refuge moins exposé. De jour en

(1) : Alexis Carrel avait installé son hôpital dans l'hôtel du Rond Royal, dans les Avenues.

jour, et surtout depuis le départ du Grand Quartier, les départs allaient en se multipliant. Les bonnes raisons que l'on s'était données pour rester ne tenaient pas devant la panique qui se communiquait comme une traînée de poudre. Les militaires eux-mêmes, décontenancés, n'auraient rien de bon des événements. Une nouvelle occupation allait être beaucoup plus pénible que celle de 1914 et l'on savait que les Allemands, cette fois, ne feraient pas de quartier. La prudence commandait de partir. Il en coûtait beaucoup de s'en aller pour courir à l'aventure et mener l'existence des réfugiés dont on avait vu les misérables cortèges, dans les rues de la ville, à la recherche d'un gîte ou d'un morceau de pain. Les plus entêtés, malgré leurs serments de ne jamais partir, se sentaient ébranlés et recensaient dans leur mémoire les objets indispensables qu'il faudrait emporter au moment de tirer sur eux la porte de leur maison.

Peu de magasins ont ouvert leurs portes ce matin du 26 mars. C'est un départ général qui s'organise. La mort frappe Compiègne qui se vide d'instant en instant.

La Place informe la Mairie vers onze heures que les habitants demeurent libres de rester ou de s'en aller. Aussitôt, l'ordre est donné de payer immédiatement et par anticipation tous les traitements des employés municipaux.

Les routes ne sont qu'un long convoi marchant dans le même sens. Spectacle lamentable, exode déchirant. Ceux qui possèdent une voiture et un cheval ont chargé quelques malles et des caisses. D'autres poussent devant eux une voiture d'enfant où ils ont empilé de lourds ballots de linge. Les matelas ficelés encombrant les charrettes, chargées de femmes, de vieillards et d'enfants. Il n'est pas possible d'avancer, tant il y a de monde. Des troupeaux de bétail ralentissent la marche. Interminable, le triste cortège passe toujours, plus misérable. Tout au long des routes, les villages recevront un grand nombre de ces émigrants et leur offriront un asile provisoire. Quelques-uns s'arrangent pour y demeurer, en attendant la suite des événements, car, de tous ceux qui partent, beaucoup ne veulent pas trop s'éloigner de Compiègne, afin de retourner entre deux alertes, y compléter, si possible, leur déménagement.

Des familles entières ont pu s'entasser dans des péniches en partance vers Pontoise. Mais le gros de la population s'est dirigé vers la gare et l'a envahie, bien décidé à s'en aller par le premier train, abandonnant les voitures à bras et les brouettes qui ont servi au transport des bagages. Bien que l'on ne délivre plus de billets pour aucune direction, les wagons sont assiégés, littéralement pris d'assaut. A chaque instant, de nouveaux arrivants viennent grossir la foule qui stationne sur les quais, entassant colis sur colis, essayant de se faufiler en vue d'un prochain convoi. On annonce qu'aucun train ne pourra, désormais, quitter Compiègne, faute de machine pour le remorquer. Pour comble de malchance, durant toute une partie de la matinée, un appareil allemand survole la ville, dont il observe tous les mouvements. Lancera-t-il une bombe sur ce rassemblement ? Heureusement, il n'en sera rien, sa mission, se bornant à surveiller l'évacuation.

Mais va-t-on laisser, massés dans la gare, ces malheureux qui ont pris le parti de s'en aller ? Une démarche du Sous-préfet et des Adjointes réussit à faire obtenir quatre trains qui prennent enfin la direction de Beauvais.

Gomme il reste encore des habitants dans la ville, il en arrive encore, après le départ du dernier train. Cette fois, les retardataires n'ont plus aucune chance de quitter Compiègne avant la nuit. Quelques-uns préfèrent s'en aller sur la route, d'autres s'installent dans des caves pour y attendre le jour. Certains, s'entêtant dans l'espoir illusoire d'un train providentiel, ne peuvent se résigner à quitter la gare et demeurent au milieu de leurs innombrables et lourds colis.

Les maisons fermées, les rues désertes, Compiègne ressemble à une ville morte. Les derniers occupants s'organisent pour la nuit. Le silence ne fait présager rien de bon. Dans la soirée, vers vingt heures, la Place reçoit le télégramme suivant :

« Off. opérations — priorité — A.Y. 739-54-26-17/30-Etat-major D.E. A. Y. a Gt Etapes Compiègne. N° 2.217/3 — Dès reçu de cet ordre, repliez-vous sur Clermont avec les unités d'Infanterie, le personnel du Génie. Intendance, G.V.A.X. et toutes les formations militaires, de quelque nature qu'elles soient, se trouvant actuellement dans le commandement d'Etapes de Compiègne ».

Les majors de zone d'Estrées-Saint-Denis et le major de cantonnement de Rethondes ayant été prévenus de même, le départ a lieu dans la nuit. Les différents services, tant de la région que des étapes, gagnent Clermont d'où ils sont dirigés sur Chantilly. Le colonel Romazzotti reste seul à Compiègne avec son adjoint, le lieutenant Vidart, pour assurer l'exécution de la mission qui lui est confiée par la lettre N° 100 M.G. du général commandant en chef, en date du 26 mars : assurer la destruction des ponts si besoin en est.

Enfin, le soir tombe, plein de menaces. L'alerte ne peut manquer de se produire, et, cette fois, aucun signal ne viendra l'annoncer : les sirènes du pont et du Palais ont perdu leurs servants et le courant électrique est coupé. Trente bombes sont lancées sur la ville par des avions, dont la besogne est facilitée par l'absence de surveillance. Les dégâts sont tels qu'on peut se féliciter du départ de tant de monde dans le courant de la journée, car le bombardement, cette fois, aurait fait de nombreuses victimes. La gare, l'hôtel de ville, le palais, ont été soigneusement repérés et visés. Tous les quartiers de la ville ont été atteints. En voici l'énumération : rue Solferino, Maison Mauprivez ; rue Pierre-Sauvage, Maison Laurendeau ; rue Saint-Nicolas, Maisons Aconin, Sarot, Grand Ferré, hôtel des Fleurs ; place du Marché-aux-Herbes, le collège, presbytère Saint-Jacques, mess des sous-officiers, petit quartier ; angle des rues Hippolyte-Bottier et d'Humières, garage Guinard, n° 5 ; rue Vivenel, n° 9, rue Hippolyte-Bottier, N° 10, rue des Minimés, Caisse d'Epargne, Eglise Saint-Antoine ; place Saint-Clément, écuries de l'hôtel de la Cloche, rue Béranger, avenue Alphonse Chovet, N° 2, rue Saint-Lazare, propriétés de Barante, de Sessevalle, de Maintenant, Vénérie Olry ; rue des Lombards. Sur la petite

place formée par la rue Magenta, face à la Maison Devaux-Lambotte, un obus a défoncé la chaussée et mis à jour les souterrains qui parcourent en tous sens le vieux quartier de la ville. Une barrière de demi-muids est rapidement établie autour du trou béant pour éviter tout accident à ce carrefour dangereux.

Les communiqués eux-mêmes, laissent échapper quelque appréhension :

« Actuellement, les troupes françaises mènent un dur combat dans la région de Noyon... disputent les hauteurs de la rive droite de l'Oise à des forces allemandes importantes... nos troupes, se conformant aux ordres reçus, cèdent le terrain pied à pied, en exécutant de vigoureuses contre-attaques... Les Allemands jettent des troupes fraîches dans la bataille, amenant sans cesse des forces nouvelles... les combats ont pris sur ce point un caractère d'acharnement inouï... »

Depuis plusieurs mois, M. de Seroux (1), malade, a laissé l'administration de la ville aux mains de M. Martin, deuxième Adjoint. Sa vue baisse de plus en plus ; l'âge et les chagrins ne lui permettent plus de s'occuper des affaires municipales avec son activité coutumière. De loin, il veillera sur sa pauvre ville, mais il est obligé de consentir à un repos momentané et ce n'est pas sans mélancolie qu'il s'éloigne des affaires publiques en un moment où les édiles vont se trouver dans une périlleuse situation.

A l'ombre de son premier Adjoint, M. Martin a joué, jusqu'à présent un rôle de second plan. En dépit de sa modestie, il est rompu aux choses de l'administration municipale. Avec un dévouement remarquable, il s'efforcera, dans les jours qui suivront, de rester en contact avec la ville évacuée, surveillant les intérêts de ses administrés, sollicitant pour eux camions et wagons, s'ingéniant à préserver du pillage ce qui reste dans les maisons abandonnées, et c'est à ce

titre que les habitants de Compiègne devront une grande reconnaissance à leur deuxième Adjoint qui méritait de succéder à M. de Seroux, dont on n'a pas oublié l'attitude courageuse en 1914 et le persévérant labeur au cours des années suivantes

Le 27 mars, devant la gravité des événements, M. Martin donne l'ordre au Receveur municipal de se replier avec sa caisse et, faute de moyen de transport, de laisser ses archives dans sa cave. M. de Seroux accompagne ce fonctionnaire qui emporte dans sa sacoche toute la fortune communale, soit 75.000 francs en espèces et 3 millions de titres.

Depuis le départ du Conservateur, les gardiens du Palais sont demeurés à leur poste sous la conduite de leur brigadier. Sans ordre, sans instructions, ils suivent le mouvement de retraite et quittent le château qui demeurera inoccupé jusqu'au 12 avril.

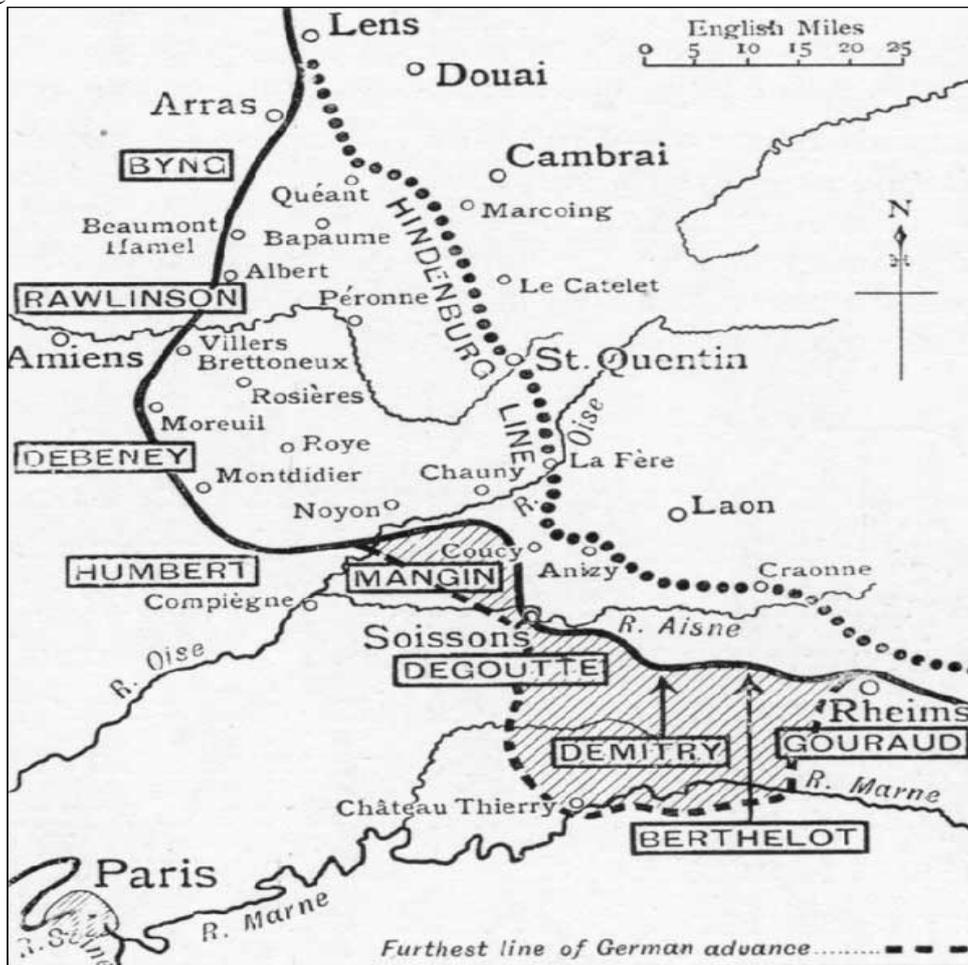
Les hôpitaux achevèrent de s'évacuer. Les vieillards de l'hôpital civil furent dirigés sur Aire-sur-l'Adour,

dans les Landes, sous la conduite des admirables

sœurs qui n'avaient jamais cessé de veiller sur eux. Partout, les camions vidaient en hâte les différentes formations. L'évacuation de Saint-Joseph était à peine terminée, les 150 blessés que contenait cet hôpital étaient à peine mis à l'abri que le bombardement recommença. Deux torpilles tombèrent sur les bâtiments, clôturant ainsi par une blessure de guerre leur mission de dévouement. Les blessés qui arrivaient étaient transportés plus loin, dans des formations moins exposées.

Le centre hospitalier, de Compiègne étant évacué à Senlis, c'est là que se retrouvèrent la plupart des infirmières des Comités de Compiègne, à l'exception d'une petite équipe de la S.B.M. qui fut affectée à l'ambulance chirurgicale numéro 7, installée aux casernes de Royallieu, dès le 28.

(1) : M. de Seroux, premier adjoint était maire par intérim, le maire, Fournier Sarlovèze, ayant été rappelé au front.



L'attaque allemande de mars /juin 1918 et la riposte alliée

Les rares et courageux citoyens qui continuent à rester se terrent, invisibles. Quel est leur nombre ? Il est difficile de l'évaluer. Ils ne sont pas une centaine. D'ailleurs, dans la journée du 27, un officier du S.R. de la troisième armée, le lieutenant Ménestrel constatait que la ville, à proprement parler, était évacuée. Il en rendit compte à l'armée et le même jour, la Place reçut de l'Etat-major de Clermont ce télégramme daté du 27 à 17 heures :

« N° 11.520. — Evacuation de la ville étant obligatoire, aucun civil ne doit rester à Compiègne, à l'exception des autorités civiles qui désireraient y demeurer jusqu'à nouvel ordre. Prière prendre mesures en conséquence ».

Le télégramme est notifié au Sous-préfet qui convient que la mesure prescrite s'applique aussi bien à Margny et à Venette, la première de ces communes faisant en quelque sorte partie intégrante de Compiègne. Mais sur la représentation qui lui est faite que Venette est exclusivement habitée par des cultivateurs et qu'en cas d'évacuation, des bestiaux seraient abandonnés, le commandant d'armes suspend l'effet de la mesure en ce qui concerne cette localité.

A la date du 28 mars, restaient donc officiellement :

M. Decosse, Sous-préfet ; M. Martin, deuxième Adjoint ; M. Trouvé, Secrétaire Général ; M. Bourdrez, Commissaire de Police ; l'Agent Billi.

Le jour de Pâques (31 mars), une seule messe est dite à Saint-Jacques, en présence de cinq fidèles, tandis qu'à l'Eglise Saint-Antoine, dépourvue de vitraux par un récent bombardement, douze personnes seulement assistent à la grand'messe et à l'office de l'après-midi. C'est dire que la ville est morte. Cependant, dès les premiers jours d'avril, la consigne est levée pour permettre aux Compiègnois de poursuivre leur déménagement.

Le 29, la sirène du pont reçoit une bombe. L'usine à gaz est atteinte et la gare mitraillée.

Au prix de mille démarches, la Municipalité a obtenu des camions de l'armée. Le cadastre, une partie des dossiers sont sortis des caves et dirigés sur Paris. Les archives et les livres de la bibliothèque restent déposés au Palais dans la salle des colonnes, en attendant leur évacuation.

Comme il fallait s'y attendre, dans une ville abandonnée, les pillages n'ont pas manqué. Ils sont plus nombreux à Margny qu'à Compiègne.

Cela tient à ce que les troupes cantonnent à Margny où elles ne font que passer et où elles logent dans les maisons inhabitées. La surveillance, qui incombe aussi aux corps occupants, est donc fort difficile.

La Place institue un système de surveillance à postes fixes ayant chacun un îlot de maisons à surveiller. La gendarmerie fait des rondes et les postes lui prêtent main-forte au besoin.

L'accès de Compiègne est interdit aux militaires isolés. Des barrages sont établis, en conséquence. Les pillards sont dirigés sur Creil où réside une cour martiale.

En cas d'incendie, les pompiers disposent de 23 pompes à bras et d'une échelle de 27 mètres. La Place les a

renforcés d'une section de Génie. Mais tous les efforts seraient inutiles en cas de sinistre, le service des eaux ne fonctionne plus, puisque l'usine électrique est arrêtée depuis le 26 mars et que les canalisations ont été éventrées en plusieurs endroits.

Il y a toute une organisation à mettre sur pied pour assurer le minimum des services publics,

Timidement, des retours s'effectuent. Il tarde tant à ceux qui ne se sont éloignés qu'à regret, de réintégrer leurs maisons. Tous ceux qui ont eu l'idée de ne pas quitter la région sont les premiers revenus. A la date du 5 avril, la Place a déjà délivré 932 permis de séjour. Elle en vise en moyenne 300 par jour, mais il est vrai que, sur le nombre, les trois cinquièmes des Compiègnois ne font que passer, pour achever leur déménagement. Les autres repartent le soir pour aller coucher dans les environs. Certains commerçants en profitent pour liquider les marchandises qu'il leur a été impossible de transporter. On vend du vin à la casserole. Les clients, des soldats pour la plupart, profitent de l'aubaine. Déjà, l'on voit plus de monde en ville. Les rues se raniment. Il peut y avoir 1.100 personnes, vivant presque sans famille, se rendant mutuellement service, s'interrogeant cent fois sur ce qu'il convient de faire, se transmettant les nouvelles et s'aidant, pour subsister. Toujours les mêmes, d'ailleurs, dont un grand nombre de femmes courageuses, dont l'énergie est à la hauteur du patriotisme.

Un noyau de commerçants suffit au ravitaillement.

Sans eau, sans gaz, sans électricité, mais trop heureux de demeurer dans leurs maisons, les Compiègnois s'accommodent de leur nouvelle vie du mieux possible. Souvent, il leur a fallu remplacer leurs carreaux brisés, par du papier huilé. Leurs maisons à demi, dégarnies ressemblent à des campements.

Dès six heures du soir, la ville reprend son immobilité, dans l'attente douloureuse : c'est « *Compiègne la Morte* » qui se prépare pour la nuit.

A partir du 15 avril, les permis de séjour sont prolongés jusqu'au 1^{er} mai. De nouvelles maisons de commerce ont réouvert leurs comptoirs. La rue Saint-Corneille se réveille, à son tour. La population s'est déjà doublée : 2.640 rentrées. Cependant, plusieurs magasins ferment à nouveau, « jusqu'à la fin des hostilités ».

D'autres, complètement vidés, ont tiré leurs volets, sans aucune explication.

C'est à qui sera assez adroit pour disposer de camions militaires. Les notaires, les banques évacuent leurs archives par des moyens de fortune, transportant à des kilomètres, des tonnes de papiers précieux. Usant de leurs relations dans l'armée ou dans la politique, certaines maisons ont obtenu des moyens de transport presque aussi importants que ceux qui ont été mis à la disposition de la Municipalité. Ceci s'explique par la hâte bien compréhensible que chacun éprouvait de mettre son bien à l'abri, hâte qui se transformait en égoïsme devant le danger. Rencontre inévitable de l'intérêt général et de l'intérêt particulier !

Le courrier est assuré deux fois par jour, pour l'arrivée et

une fois pour le départ.

Les pillages de maisons se renouvellent sur une grande échelle. Les militaires et les voisins, rendus peu scrupuleux des règles de la propriété n'hésitent pas à pénétrer dans les maisons fermées et jusqu'au Palais de Justice où la salle des pièces à conviction est visitée par des amateurs de vin et d'objets divers utilisables. La surveillance se fait beaucoup plus sévère. On referme les portes, les volets arrachés par l'explosion. Des barricades défendent les maisons et des soldats marocains sont employés à nettoyer les rues, encombrées par les pierres et rendues en bien des points impraticables.

Les nuits sont relativement calmes, malgré les craintes. Au début du mois, le 1^{er} et le 3 avril, les alentours du Pont de Soissons ont été atteints, sans grands dommages. Neuf jours se passent, avec un temps superbe qui fait redouter les alertes. Le bruit du canon persiste, menaçant. Mais ce sont les communes des environs qui ont été gratinées d'un arrosage meurtrier, Pierrefonds, La Croix, Crépy. Les craintes pour Compiègne ne se sont réalisées qu'à partir du 12, vers 21 heures, où il a été lancé huit bombes par des avions, trois sont tombées dans la plaine de Choisy, dans le alentours de la suiferie, une dans la cour de la Maison-Laurendeau, deux sur le trottoir rue Pierre-Crin devant les immeubles, N° 9-11-13 et une autre dans le jardin du N° 6 de la même rue, puis, tout près, derrière l'entrepôt de tabacs.

Le 15, un avion allemand maquillé survole la ville, rase les toits des maisons et s'éloigne après avoir effectué sa petite tournée d'inspection, non sans avoir jeté quelques bombes et tué trois militaires au collège. .

Le 18, par un temps de neige, un stupide avion vient mitrailler la place de l'Hôtel-de-Ville à cinq heures trente du matin. Sa démonstration matinale est parfaitement inutile et sans grand effet.

Le 19, une bombe tombe sur le boulevard du Cours (Maison Piquet Duc) et une autre, dans un jardin de la rue de Soissons.

Le 20, à minuit et demie, six bombes sont lancées sur le quartier Bourcier, où elles tuent cinq militaires et cinq chevaux, blessant légèrement de nombreux soldats du cantonnement. Dès l'aube du lendemain, la gare est mitraillée encore une fois vers cinq heures trente.

Toutes ces démonstrations n'engendrent pas la confiance. Dans la nuit du 24, Margny et Venette sont attaqués et l'on craint que les mouvements, en gare, des trains des permissionnaires, vers 1 h. 47 et 1 h. 55 du matin, ne soient la cause de cet acharnement.

Malgré les bombardements, les Compiègnais continuent à demeurer dans leur ville meurtrie. Un calme inquiétant règne parfois après de chaudes alertes : les déménagements se poursuivent, en hâte. On rencontre beaucoup de monde dans les rues car les entêtés ne peuvent se résigner à quitter leur ville. On vit perpétuellement sur le qui-vive dans des maisons aux trois quarts démeublées. Aux abris collectifs, manutention, Palais, les campements ont pris la force de l'habitude. Chacun y occupe sa place réservée. Les privilégiés, ceux qui possèdent cheval et voiture, se sont



La place de l'Hôtel de ville en 1918

aménagés un pied à terre dans les villages des environs.

M. Bernard, architecte en chef des Monuments historiques est venu assurer la conservation par intérim du Palais, de concert avec M. Oudinot, Inspecteur Général des Beaux-Arts, en attendant la nomination d'un nouveau Conservateur ou la rentrée assez improbable de M. Gabriel Mourey.

Effectivement, M. Saradin est désigné par les Beaux-Arts au mois de mai pour prendre ce poste périlleux, avec la mission de vider le Palais de tous les objets transportables qu'il peut encore contenir.

Le nouveau Conservateur s'occupe également de l'évacuation des tableaux des églises et de tous les meubles et objets précieux exposés dans les monuments publics et dans le musée.

Le piquet d'incendie est composé de 24 hommes fournis par le 1^{er} B.C.P., le poste de la manutention étant organisé comme poste central. Les pompiers s'installent au château. Leur équipe est renforcée d'une délégation de pompiers de Paris, munie d'un matériel spécial.

Le livret Chaix du 1^{er} mai donne l'horaire suivant : N° 125, Paris, 8 heures, Compiègne 10 h. 19 terminus. N° 168, Compiègne 15 heures, Paris 17 h. 43. Ce train unique dans les deux sens est d'un grand secours pour le ravitaillement. Plusieurs fois par semaine, des commerçants vont se réapprovisionner à Paris et rapportent à grand peine quelques kilos de marchandises.

La gare, point stratégique important, continue à être visée. Le 3 mai, elle est encadrée de quatre bombes, sans être atteinte elle-même ; rue du Chemin-Vert, avenue de Clairoix (Maison Jouve), rue de la Gare (Sarrazin), hôtel de Flandre.

Dans le début du mois, le 10, le commandant Gadde est nommé commandant d'armes en remplacement du colonel Romazzotti.

La veille, à 21 h. 15, des avions avaient lancé 16 bombes sur le quartier Bellicart, 9 étaient tombées dans la plaine, vers la gare régulatrice et la poudrière, 7 dans l'enclos du terrain des fêtes. Un militaire qui circulait était blessé.

Le nouveau commandant d'Etapes est salué à son arrivée dans sa résidence par un bombardement sérieux au cours

duquel la cheminée de la blanchisserie Chotteau se trouve coupée en deux.

Le 15, de 22 heures à 23 heures 30, plusieurs bombes tombent rue Saint-Lazare, (face au N° 37), rendant la maison inhabitable et détériorant les immeubles voisins.

Sur la chaussée, face au N° 78, une autre devant le N° 80, au moment précis du déménagement du Commissaire de Police. Enfin, un peu plus haut, dans la propriété de l'Aigle, d'autres explosions ne causèrent aucun dégât.

Le lendemain, commence une nouvelle série de bombardement par grosse pièce, à 8 h. 15 du matin, trois obus (un sur la toiture du pavillon central de l'hôpital général, un sur la propriété de Toulgoet, 75, rue de Paris, un sur la chaussée, rue Pasteur, devant le Fourneau Economique. Deux soldats qui passaient sont tués.

Le 17, nouveaux obus sur le quartier Sud de la ville : propriété de Barante, villa Saint-Sébastien, rue de Paris.

Le 20, à 22 heures, retour offensif des avions.

Cinq torpilles sont lancées rue Venette, sans accident de personnes et six sur Compiègne. Points de chute : hôpital général, 14, rue de Bouvines, maison Millar, Oise, carrefour Napoléon (deux fois).

A une heure du matin, une pièce à longue portée tirant de la direction du Nord, lance quatorze obus en une heure sur la ligne parallèle à la voie de Crépy, un peu à l'Ouest, passant sur l'hôpital.

Un civil, M. Parvillé est enseveli sous les décombres de sa maison, 16, rue Ancel et blessé grièvement au bras. Il subit une amputation d'urgence. Un militaire est également blessé.

Partout, le bombardement a fait des dégâts importants. La maison du Docteur Tournant, 36 rue des Domeliers, est aux trois quarts écrasée. Tout le quartier, d'ailleurs, s'est trouvé sous la ligne du tir :

37-39, rue de Clamart ; 4-35, rue des Sablons ; 67-69-73 bis et 75, rue de Paris ; 8, impasse Baudoin, hôpital général ; 3, rue Notre-Dame-de-Bon-Secours ; impasse Jeannetôt (blanchisserie Chotteau).

L'un des obus tomba sur la salle Pinson (1), rue du Port-à-Bateaux. Le feu se communiqua à un garage automobile et aux immeubles voisins.

Dès que l'alerte fut donnée par le tocsin, les pompiers de la ville arrivèrent avec les équipes du 1^{er} B.C.P. et mirent immédiatement leurs pompes en batterie. Les sapeurs-pompiers de Paris amenèrent leur motopompe. Il fallut, auparavant, aller ouvrir les vannes de l'usine des eaux. Bien que l'eau mit un certain temps à donner toute sa pression, on put faire la part du feu. A cinq heures du matin, le sinistre était circonscrit et la salle Pinson n'était plus qu'un monceau de ruines.

Le 22 mai, on capturait un aviateur ennemi, contraint d'atterrir dans les environs.

Dans la nuit du 23 au 24, à une heure du matin, bombardement par avions ; sur le trottoir de la rue de Soissons, à l'angle de la rue du Petit-Château, rue

Charmolue, dans la plaine, derrière l'usine à gaz, sur le trottoir de la rue de Bon-Secours, face au N° 3. Deux bombes dans les jardins, 53 rue Carnot et 11 rue des Veneurs, 32 bis rue Saint-Lazare, dans le champ de course.

Cette nuit fut très mouvementée. Pas de victimes, mais beaucoup de carreaux cassés et de dégâts matériels.

Quelques nuits se passent, calmes, jusqu'au 28. Et c'est la grosse pièce, qui, cette fois, alerte à 2 h. 15 du matin en lançant six obus. L'un d'eux atteint la gare sur la voie près du bâtiment principal, tuant 11 militaires et blessant grièvement 8.

Le pont l'échappe belle, encore une fois : l'Oise, le port à vins et la boulangerie Boudsocq (boutique éventrée jusqu'à la cave), 13, rue Pierre-Sauvage, 5 et 7, place du Change, quincaillerie Riche.

Le 29, le canon à longue portée récidive, toujours la nuit. Il lance 30 obus, détruisant plusieurs maisons : 42, rue des Domeliers, 5, 6, 8, 7, 25, 37, rue Saint-Joseph, 29 et 31 rue Ancel. D'autres immeubles ne sont que partiellement atteints, rue Joseph-Leprince, rue de la Fausse-Porte (Débit Delaporte), 25, rue Saint-Joseph. Deux obus tombent dans les champs ou des jardins (rue des Sablons et rue Saint-Joseph, chantier Pasquier, boulevard Gambetta), 71, rue de Clamart, rue des Goguenettes, hôpital, rue des Fossés, Maison Deveaux, rue Carnot 42-15, rue des Cordeliers, 75, rue de Paris. Le lendemain : 16 et 42, rue de Paris.

Comme on le voit, il devient impossible de noter tous les points de chute et de suivre jour par jour le pilonnage intensif que Compiègne va subir.

D'ailleurs l'offensive qui se déclanche au début de juin va encore hâter les choses.

Les préparatifs sont visibles. Ils ne sont pas de nature à amener la confiance au cœur des Compiègnais.

Dès le 1^{er} juin, il est certain que l'ennemi a pris Compiègne pour objectif.

En disposant d'un front concentrique par rapport aux Alliés, les Allemands conservaient l'immense avantage de pouvoir grouper leurs réserves de telle sorte que leur commandement conservait la faculté de les diriger sur les points attaqués dans un minimum de temps. Les Alliés, au contraire, devaient faire parcourir à leurs réserves une distance considérable. Le plan de bataille des Allemands était simple : entre les deux poches creusées au cours des batailles du mois de mars et de mai, restait un saillant français jalonné sur son flanc gauche par une ligne Montdidier-Noyon et sur son flanc droit par une ligne Noyon-Soissons-Château-Thierry. Réduire ce saillant, arrondir par une nouvelle ruée le front de bataille, atteindre Compiègne à l'aile droite, Villers-Cotterêts à l'aile gauche et dépasser en même temps l'obstacle des forêts qui s'opposaient encore à sa marche, tel était le plan de l'ennemi.

Le danger était donc direct. On le savait imminent. Après s'être acharnés inutilement pendant près de deux mois sur tout le secteur d'Ypres à Noyon, les Allemands profitant une fois de plus de la ligne intérieure, nous attaquèrent

(1) : Cinéma et dancing de Compiègne

soudainement sur le front de l'Aisne.

A la suite des événements de mars-avril, nous avons dû prolonger notre front de plus de 95 kilomètres et faire remonter dans le Nord une partie importante de nos forces. L'effort fourni par l'armée française avait obligé le commandement à étirer ses unités sur le reste du front.

Le 1^{er} juin, nous rectifions nos positions entre Oise et Aisne, reportant notre ligne à la lisière Nord du bois de Carlepont. L'ennemi gagne du terrain à l'Est et au Sud de la forêt de Villers-Cotterêts. Il avancera encore les jours suivants.

A Compiègne, la journée du 2 juin est pire que celle du 26 mars. Le malaise semble encore plus foudroyant.

Le personnel municipal est licencié, l'administration ne pouvant l'obliger à demeurer exposé aux pires éventualités. Cette fois, c'est le départ total, officiel. Il n'est plus permis à personne de demeurer dans la ville.

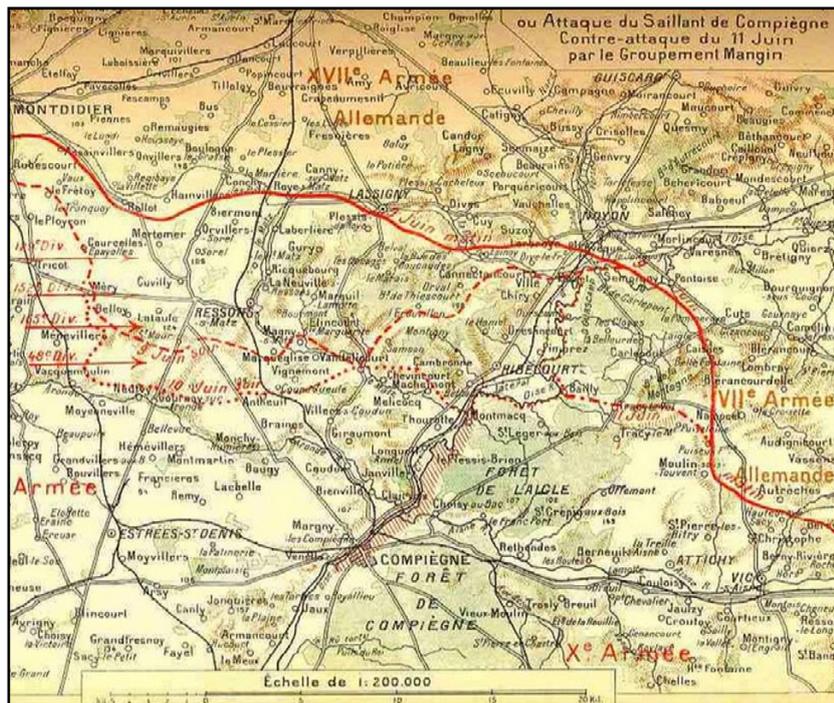
Les quelques boutiques réouvertes ont tiré définitivement leurs volets. Il est maintenant impossible de se ravitailler, et toutes les boulangeries sont fermées,

Les derniers déménagements sont partis par la route de Paris, triste cortège de réfugiés, chargeant sur une charrette l'indispensable de leur mobilier.

habitations ? Une dizaine ou deux, au plus, ont réussi à demeurer, malgré les ordres formels qui ont été donnés. L'autorité militaire, pour le moment les ignore et les découvrira rapidement, certaine de les cueillir un jour au passage. La plupart sont des vieux qui se sont acharnés à rester dans leur maison. Ils viennent demander du pain de temps en temps aux soldats des postes de surveillance, qui les tolèrent en dehors du service et les prennent en pitié.

Au château, n'ayant jamais quitté leur poste, les sapeurs-pompiers, sous la direction de leurs officiers, MM. Guinet et Benoist subsistent à titre officiel et seuls, ont le droit de circuler librement. Nombre d'habitants leur ont remis les clefs de leur maison avant de s'en aller, pour qu'ils veillent sur tout ce qu'ils ont abandonné. Que de service n'ont-ils pas rendus à cette époque aux uns et aux autres, renseignant et aidant les évacués, intervenant même auprès de l'armée pour l'obtention des indispensables laissez-passer !

Dans les rues vides, au long de l'alignement des maisons dénuées de vie, pétrifiées dans l'attente douloureuse, une blessure saigne de loin en loin. Tantôt, c'est une toiture qui s'affaisse, tantôt, c'est un rez-de-chaussée éventré, tantôt c'est un grand vide, un chaos de pierre et de bois, qui marque l'emplacement d'un immeuble troué de part



La ligne de front de la bataille du Matz

Les ordres, très stricts, de l'autorité militaire ont été exécutés : il ne reste plus personne. Une journée a suffi pour ôter toute apparence de vie à une ville qui ne demandait qu'à renaître.

Les rues résonnent longtemps du pas des derniers occupants. Tout retombe dans le silence, un silence de mort, hostile, lourd de menaces.

Et cependant, toutes ces maisons, fermées, sont-elles réellement inoccupées ?

Au fond des caves, quelques entêtés n'ont-ils pas préféré se terrer, condamnés à vivre sur leurs réserves, sans pain, plutôt que de courir l'aventure de la grande route, menacés à chaque instant de rester ensevelis sous les ruines de leurs

en part, dont l'effondrement se poursuit jusqu'au milieu de la chaussée. Le pas du visiteur résonne étrangement dans ce cimetière. L'herbe, bientôt, poussera entre les pavés. Des volets arrachés par l'explosion permettent à l'œil de plonger dans des intérieurs en déroute, où subsiste une apparence d'habitation et de confort. Un portrait de famille, accroché au mur, contemple, les yeux fixes ce tableau inaccoutumé. Seuls habitants du désert, des chiens, des chats, animaux domestiques abandonnés et faméliques, circulent en troupe, pour chercher de concert une nourriture incertaine.

La Municipalité a quitté la ville. Le 3 juin, M. Martin informe la Préfecture qu'il installe provisoirement les

services de la Mairie, 123, route de Saint-Leu, à Enghien-les-Bains, à 12 kilomètres au Nord de Paris, afin de rester à proximité de Compiègne, et en communication plus facile avec les habitants réfugiés en masse dans la banlieue parisienne.

Mais si la Municipalité avait rassemblé ses archives les plus pressantes, il lui avait été impossible d'enlever un grand nombre de dossiers importants, tels que ceux des réquisitions, des dommages de guerre, de la comptabilité et des successions militaires.

De plus, une grande quantité de marchandises étaient restées au ravitaillement, ainsi qu'un lot de vêtements et de linge, d'une valeur de 25.000 francs, destiné aux évacués de l'arrondissement.

M. Martin tente mille démarches, frappe à toutes les portes et sent augmenter son inquiétude en apprenant la nouvelle d'une seconde offensive sur le front Montdidier-Compiègne.

Il s'ingénie à sauver la plus grande partie du matériel communal grâce à l'entremise de l'officier chargé des affaires civiles de la troisième armée. Il demande des camions au Préfet, à l'armée, pour évacuer les pièces de comptabilité de la recette municipale et un lot important de vieilles archives et de livres, déposé dans la salle des colonnes au Palais.

Deux obus sont tombés sur les bâtiments du Musée dont l'intérieur est en fort mauvais état. Le Conservateur du Palais s'est chargé d'enlever les œuvres intéressantes pour les faire joindre aux réserves déposées dans les caveaux du Panthéon. Pendant huit jours, on peut redouter la destruction de précieux documents et souvenirs trop exposés.

Ce ne sont qu'allées et venues entre Enghien et Compiègne. Il faudra plusieurs mois pour achever le déménagement et l'acheminement sur l'intérieur.

La difficulté est d'embarquer soit à Verberie, soit à Longueil-Sainte-Marie, point terminus de la ligne du Nord.

Quelques agents de police, aidés de cantonniers n'attendent que les camions militaires, tant réclamés. Malgré les assurances réitérées qu'obtient de tous côtés M. Martin, le moment n'est pas propice pour procéder à l'opération. Lui-même, à chaque voyage, doit se munir de papiers en règle, visés par la Prévôté et, comme ses administrés, faire antichambre dans un box d'écurie à La Croix, en attendant la régularisation de son sauf-conduit.

De tous les coins de la France où le hasard les a répartis, les Compiègnais s'inquiètent de leur pays et cherchent à rester en rapport avec la Municipalité.

Comme les journaux locaux ont cessé de paraître depuis les événements du mois de mars, ils courent aux renseignements, épiluchent les informations des quotidiens de Paris. L'office des réfugiés de l'Oise, installé 25, galerie Montpensier au Palais-Royal leur fournit de temps à autre quelques renseignements. Des familles dispersées cherchent à se regrouper après la débâcle. Paris, grand refuge, est lui-même attaqué par les zeppelins, et considère d'un œil indifférent les évacués sans toit qui ne savent où

aller et qui assiègent les gares, chargés de leurs colis encombrants. Mais c'est surtout aux alentours de la gare du Nord que se tiennent de préférence les rassemblements. On y vient guetter des visages connus pour les interroger anxieusement. Les nouvelles se colportent, se déforment et s'amplifient. Mais personne ne sait au juste ce qui se passe dans la ville : tout le monde la quittée le même jour.

La surveillance y est assurée par les Bataillons de Chasseurs à pied et le 149^e Régiment d'Infanterie.

On procède au nettoyage des caves du château, des casernes, on déblaye les rues, encombrées par les éboulements de maisons, ou éventrées de trous d'obus.

La consigne générale est celle-ci : ne laisser cantonner dans la ville qu'un bataillon au maximum, et en cas de recul, se replier sur Senlis où se trouvent les éléments de la Place avec le commandant des Hières.

Une Commission de récupération du matériel de couchage fonctionne sous la direction de M. Guinet, représentant de la Municipalité et du lieutenant Frimouse, de la deuxième Compagnie du 13^e R.I.I., assistés de M. Benoist, serrurier, en exécution de la note 3591 du 27 mai du Sous-Intendant militaire de Compiègne.

Mais les B.C.P. et le 149^e R.I. ne tardent pas à quitter le secteur. La deuxième Compagnie du 13^e R.I.T. reste seule pour assurer la garde des issues de la ville et des ponts. En plus, elle doit s'occuper de la circulation et des appareils d'incendie. Et depuis le 26 mai, il n'entre plus dans Compiègne de troupes de passage pour aider ces hommes âgés, pères de familles nombreuses ou auxiliaires, aux corvées de déblaiement.

La Place dépend de la dixième armée. Le commandant Gadde cumule quelque temps les fonctions de commandant d'armes et de commandant d'étapes jusqu'à l'arrivée du colonel Maïtret.

Les nuits continuent d'être agitées. Voici les points de chute principaux :

1^{er} juin : hôtel du Grand-Turc, route de Clermont, 30 et 32, rue Pierre-Sauvage, place Saint-Jacques, magasins Riche, place du Marché-aux-Herbes, Cercle militaire, 10, rue de Pierrefonds, 6, boulevard Victor-Hugo, Haras, 16, rue de Pierrefonds, 8, rue Pasteur, Collège, rue de Lorraine, 16, rue Jeanne-d'Arc, 9, 23, 53 *bis* rue Carnot.

2 juin : 15, 36, rue des Domeliers, 12, rue des Veneurs, 21, rue des Cordeliers, 1 et 3, rue Pasteur, 3, place Saint-Antoine, 5, rue de la Sous-Préfecture, 1, rue Ancel.

3 juin : Théâtre municipal, Manutention, Bourson, Hachet, Temple anglican, 14, avenue Thiers, 4, rue des Lombards, 36, rue Vivenel, 7, rue Pierre-Sauvage, cour du 26, rue Solferino.

4 juin : 21, rue de Paris, rue d'Austerlitz, place Saint-Antoine, 16, rue de Bouvines, 24, rue de Clermont, 1, 3, 5, rue Pasteur, Réservoirs à eaux, Gare de triage.

Le 5 : la nuit a été calme. Le matin, on abat un avion allemand sur la Montagne de Margny.

Le 6 : 2, rue de la Justice, 3, rue des Sablons, Barrage de Venette, Moulin Coquerel, Oise, gare.

Dans la nuit du 8 au 9 juin, à minuit, se déclanche une offensive formidable d'artillerie sur Lassigny et Mélicocq.

Ces deux journées sont terribles. Le Palais de Justice brûle. Toute l'aile occupée par le Tribunal de Commerce est détruite, ainsi qu'une partie de la façade. Le château, le palace-hôtel, le collège sont fortement endommagés. La Place de l'Hôtel-de-Ville est méthodiquement encerclée : rue des Bonnetiers ; 4, rue Magenta ; 21, place de l'Hôtel-de-Ville ; 9, rue des Domeliers ; Bastion de la Vierge, rue Sainte-Marie (Docteur Wurtz et Bull) ; 2, rue d'Humières ; 29, rue Pierre-Sauvage ; 5, rue Vivanel ; 30, rue Hippolyte-Bottier ; Petit quartier ; Quartier Bourcier ; Café de l'Oise et 31 et 35, boulevard du Cours ; Pont de fer ; 8bis, rue de Clermont ; Petite Vitesse ; Pont de Soissons.

Le 10 : plusieurs bombes explosent dans l'Oise et deux autres tombent 2, quai de Harlay et 22, place de l'Hôtel-de-Ville

Ce jour-là, l'ennemi a réussi à s'emparer du nord du plateau de Méry, du centre du Massif de Lassigny et du saillant de Carlepont. On se bat dans les rues de Machemont et de Béthancourt et dans la nuit qui tombe, nos lignes sont reportées sur le Matz : l'ennemi est à peine à 10 kilomètres de Compiègne.

Le 11 juin est le dernier jour de Compiègne : l'évacuation complète est décidée. Les onze habitants qui ont pu demeurer sont obligés de quitter les caves où ils s'étaient dissimulés.

Les archives de la Sous-préfecture, accrues de toutes celles des communes du front qui y ont été déposées, sont sorties des caves pour être mises à l'abri. Les bureaux s'installent en forêt de Compiègne, au rendez-vous de chasse de Sainte-Périne, où M. Decosse réserve une large hospitalité à ses administrés.

L'hôtel forestier de la Sous-préfecture, offrit dans ces moments difficiles un cordial accueil à de nombreux Compiègnois qui, certainement, n'en ont pas perdu le souvenir. La « popote » de Sainte-Périne représentait l'avant-garde de l'élément civil, postée à proximité de la ville interdite.

Cette journée du 11 juin est horrible. Les militaires eux-mêmes abandonnent Compiègne. L'évacuation de l'hôpital de Royallieu est décidée. Il est impossible d'y demeurer plus longtemps. Dès 9 heures du soir, l'attaque recommence. En pleine alerte, les autos transportent plus de 800 blessés. Un baraquement est atteint, heureusement vide. Le dramatique départ, au milieu du tintamarre de l'artillerie ne peut être achevé dans la nuit et c'est le lendemain seulement, dans des péniches, que les derniers blessés quittent l'hôpital trop exposé.

Le but de l'ennemi était de prendre Compiègne et d'atteindre si possible d'un seul bond Estrées-Saint-Denis. On s'est battu à Riquebourg, à Mareuil, à Ressons-sur-Matz. Le général Mangin qui est à la tête de la dixième armée défend l'Aronde et la voie ferrée de Montdidier à Estrées-Saint-Denis. A onze heures il donne l'ordre de déclencher l'attaque. Avec des troupes noires il attaque de flanc sur 12 kilomètres entre Ribercourt et Saint-Maur. Les abords sud de Frétoy, le plateau entre Courcelles et Mortemer sont repris. Dans un élan que rien n'arrête, nos



La rue Solférino en 1918

troupes poussent au-delà de Méry, reprennent le bois de Genlis et nous ramènent aux abords de Saint Maur.

Von Hutier a compris : c'est l'arrêt de son offensive et l'impossibilité de reprendre Compiègne qui, dans son esprit devait être enlevée dans les quarante-huit heures.

La bataille, commencée le 9 est définitivement arrêtée le 12. L'ennemi n'a guère franchi que la moitié de la distance qui le séparait de son principal objectif. La conquête de Méry, par le général Mangin, c'est l'arrêt de l'offensive boche et l'impossibilité de prendre Compiègne. Von Hutier et Von Boehn se retournent sur le Soissonnais et sur Reims.

Puisqu'ils ne prennent pas Compiègne, les Allemands vont le réduire en miettes.

Rien ne donnera une idée de l'intensité des bombardements que subit la ville à partir de cette date. Il tombera 4.000 obus de tout calibre du 8 juin au 2 septembre. Trois à quatre cents maisons seront détruites, un millier endommagées partiellement et 2.000 devront subir des réparations.

Et cependant, quand après quelques années de reconstitution, l'on se promène dans les rues de la ville, on se demande si ce mauvais rêve fut une réalité, tant on s'est efforcé d'en effacer toutes traces de destruction : quelques emplacements dénudés, des pâtés de maisons disparues, des ruines de-ci, de-là ne donnent déjà plus qu'une idée imparfaite du Compiègne de 1918 qui faisait si mal à voir à ceux qui y revenaient passer quelques heures.

Car des gens hardis trouvaient le moyen de risquer leur vie pour sauver des épaves de leur mobilier. De son côté, l'armée procédait à des déménagements et déposait le produit de ses récupérations dans un garde-meuble spécial, installé à Chantilly. M. Martin, Adjoint et M. Trouvé, Secrétaire Général, faisaient de fréquents voyages, en chemin de fer jusque Longueuil-Sainte-Marie, pour surveiller ce service d'intérêt public qui exigeait la présence des représentants de la Municipalité pour sauvegarder et garantir la conservation des biens des particuliers.

Les marchandises encombrantes, du matériel de literie, appartenant aux hospices ou à des pensionnats furent expédiés à Limoges par les soins de l'autorité militaire.

Voici un avis officiel, émanant de la Place de Compiègne et daté du 8 juillet, concernant les transports :

« I. Pour venir à Compiègne il faut être porteur d'un sauf-conduit, ce sauf-conduit doit être demandé au Sous-préfet ou au commandant d'armes de Compiègne qui le soumettront à la signature de l'autorité militaire compétente ; la demande doit indiquer le motif du déplacement.

II. Arrivée à Compiègne. — se présenter au commandant d'armes qui délivre un permis de séjour et en fixe la durée.

III. Moyens de transports pour déménagement. — Des camions ou des wagons en nombre limité, ainsi que des hommes de corvée sont mis à la disposition des personnes qui en font la demande au commandant d'armes.

Ces demandes seront satisfaites selon les ressources et dans l'ordre où elles seront parvenues au commandant d'armes.

IV. Les évacuations se font :

a) par camions dans la zone Compiègne-Senlis-Chantilly, (dernière limite).

b) par wagons au gré des intéressés.

La ville de Compiègne n'offrant aucune ressource, il est recommandé de se munir de vivres pour toute la durée du séjour.

Le 8 juillet 1918,

Le Lieutenant Colonel MAITTHET, commandant d'armes. »

Un papillon tiré sur papier bulle sur les presses réquisitionnées de l'imprimerie Bourson porte que :

« La Place ne peut que se mettre dans la mesure de ses moyens à la disposition des habitants « venus eux-mêmes » s'occuper de leurs affaires ou en ayant chargé une personne munie d'une procuration. Les déménagements d'office ne seront effectués qu'après ceux des personnes présentes ou représentées ».

Les pèlerins, en sortant des bureaux de la Place, installés au Palais, dans les pièces précédemment occupées par le commandement du Grand Quartier, se précipitaient dans leur rue et, constatant la ruine des maisons voisines, pénétraient tout émus dans le désordre de leur appartement. Avaient-ils été pillés durant leur absence ? Ils s'étonnaient que tout ne fut pas disparu. En hâte, ils chargeaient leur butin, touchant à peine aux provisions de bouche et, laissant là leur curiosité, oubliaient de faire un tour en ville, tant ils étaient pressés de quitter un rivage aussi désolant.

Le commandant d'Armes avait institué un service de surveillance plus rigoureux que les précédents pour arrêter les pillages. Il faut reconnaître qu'il l'avait remarquablement organisé. A ce titre, le colonel Maittret fut vraiment un gardien de l'ordre et sous son commandement, les vols furent moins fréquents qu'au mois de mai où bien des maisons reçurent la visite de gens sans aveu dont l'unique occupation était la rapine.

Les pillards étaient fusillés sur-le-champ. Compiègne fut débarrassée rapidement de ces indésirables et les maisons refermées cachaient aux rares passants la désolation de

leur intérieur doublement désolé par la guerre.

L'horloge de l'hôtel de ville s'était arrêtée depuis longtemps. Plus de Picantins pour piquer les heures, aucun des bruits familiers ne remuait l'air des rues désertes et monotones.

Les rares privilégiés, après bien des ennuis, repartaient vers l'exil. L'autorité militaire ne favorisait guère leurs allées et venues, peu désireuse de voir une colonie se fixer à nouveau dans la ville comme après les événements du mois de mars. Les visites mêmes de la Municipalité lui portaient ombrage, jalouse qu'elle était de ses pouvoirs universels. A plusieurs reprises, M. Martin dut élever la voix contre cet abus. Il lui paraissait tout naturel de s'occuper des intérêts de ses administrés et s'étonnait de rencontrer tant d'obstacles et de mauvaise volonté sur sa route. En vérité les civils comptaient pour bien peu, en ces temps-là et devaient se soumettre sans récriminations. Mais la mesure était comble et M. Martin, se fâchant, s'en fut demander une audience à M. Fabre, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Nous avons eu la surprise, lui dit-il, de constater tout d'abord les difficultés considérables que nous rencontrions pour arriver jusque dans notre ville. Malgré un sauf-conduit régulier que M. le Maire de Compiègne nous avait fait délivrer par l'armée, il nous a fallu attendre deux heures à La Croix-Saint-Ouen pour obtenir le visa du Prévôt du G. Q., visa sans lequel nous ne pouvions quitter cette commune. A quatre heures du soir, après avoir parcouru à pied les 15 ou 16 kilomètres qui séparent la gare de Longueil de Compiègne, nous arrivions à l'entrée de la ville. Là, un chef de poste nous fit conduire sous escorte auprès du commandant d'armes, lequel voulut bien consentir à nous délivrer un permis de séjour valable seulement du 7 au 15.

J'ai constaté avec peine l'accueil très froid qui m'a été réservé par l'autorité militaire. Je me suis plaint que ma qualité de « Maire de Compiègne » ou de « faisant fonction de Maire » ne m'ait pas dispensé des formalités d'accompagnement jusqu'auprès du commandant d'armes et exprimé mes regrets d'avoir à parcourir 15 kilomètres à pied pour venir dans la ville que j'administre. Mes paroles, ajoutait-il, furent enregistrées, mais aucune proposition ne me fut faite pour faciliter mes voyages dans l'avenir.

Un autre problème se posait aussi : en cas d'une nouvelle avance de l'ennemi, dans quelles conditions serait assurée la seconde évacuation des archives ? Devrait-on l'assurer de sa propre initiative ou suivre le sort de la Municipalité d'Enghien ?

Pour toute réponse, le Ministre montra d'un geste de la main les panneaux dégarnis de son cabinet : chacun devait prendre ses précautions et aviser en cas de péril. Le Gouvernement ne pouvait promettre son concours, puisque tout dépendait des circonstances.

L'audience prit fin sur ces paroles peu rassurantes. Malgré l'appui prêté par le Ministre, l'entrevue n'apporta pas d'amélioration. Le 18^e Corps d'armée, dont dépendait la ville convint que la présence des représentants de la Municipalité, ne pouvait qu'être favorable à la bonne

exécution des évacuations et réquisitions. Mais il resta, bien entendu que la direction du service demeurait entre les mains du commandant d'Armes, la Mairie n'intervenant qu'à titre consultatif et comme intermédiaire éventuel entre l'autorité militaire et les intéressés, et que les officiers des Pompiers et les agents de Police, précédemment mis à la disposition de la Place, demeuraient exclusivement sous ses ordres.

Profitant de temps à autre de l'automobile du Sous-Préfet, M. Martin continua donc ses visites hebdomadaires, à titre bénévole, sans autorité aucune dans sa ville évacuée. Les habitants continuèrent à se plaindre de l'impossibilité où ils étaient de se procurer des sauf-conduits.

La bataille s'était portée, après l'échec de Von Hutier, sur le front de Champagne. Tandis que l'ennemi se préparait pour le cinquième assaut de l'année, le général Foch tâtait le terrain en vue d'une offensive libératrice. Sur le front qui regarde Compiègne, on constate une avance, le 2 et 3 juillet sur Autrèches et Moulin-sous-Touvent, le 9, à l'ouest d'Antheuil, entre Montdidier et l'Oise : l'ennemi, toujours immobile paraissait accepter ces pertes de terrain. Il concentrait ses forces en vue de sa propre offensive. Celle-ci se déclancha le 15 juillet à minuit dix et ce fut pour nous une deuxième victoire de la Marne. Compiègne n'en entendit que les échos. C'est le 10 août que le général Humbert, établi à Chevincourt, tombe dans le dos de l'ennemi. A huit heures, nos chars d'assaut entrent dans Ressons-sur-Matz. Avant onze heures, tous les villages voisins sont en notre possession. La manœuvre consiste à relever notre aile droite de l'Avre à l'Oise. L'ennemi résiste. Mais la troisième armée Humbert s'efforce de tourner l'obstacle du massif boisé de Lassigny. Ce qui fut fait le 22 août.

Pendant ce temps, que se passe-t-il à Compiègne ? On a dit que la vie y était intenable. Rien n'est moins exact. Durant juillet et août, mois d'une chaleur excessive, on pouvait très bien séjourner dans la ville, à condition de disposer d'une bonne cave. De temps à autre, et suivant que les « saucisses » (1) leur signalaient des passages de camions, les Allemands envoyaient quelques rafales d'obus, mais ce n'était plus là les bombardement systématiques du mois de juin et la vie n'était pas infernale pour qui n'y séjournait que peu de temps.

En ville, sur la place du Marché-aux-Herbes, rue des Trois-Barbeaux, rue Jeanne-d'Arc, rue Saint-Corneille, le feu a ravagé des pâtés entiers de maisons. Il ne subsiste plus rien de ce qui faisait la douceur d'une demeure humaine. Le temple protestant est complètement détruit. L'école Jeanne-d'Arc, l'hôpital mixte sont sérieusement endommagés. Les bâtiments publics : l'hôtel de la Sous-Préfecture, l'Hôtel de ville, les églises n'ont pas trop souffert. Jusqu'à présent, le Palais est indemne. Mais toutes les maisons ont été sérieusement secouées. Partout, dans les rues, sur les places, on foule au pied des éclats de vitres, des tuiles ou des ardoises en miettes. Que de dommage à réparer, que de meubles brisés, que de foyers détruits!

Les employés de la Gare (voie, traction et exploitation)

ont repris leur service au milieu d'août. Le défaut de ravitaillement seul empêche le retour des gens énergiques qui, bravant les consignes de la Place, se glissent dans la ville sans laissez-passer.

Le 16 août, au grand étonnement des rares Compiègnais, l'horloge de l'hôtel de ville marque les heures, et voici que les Picantins font à nouveau entendre leur aimable refrain. C'est un peu de la vie d'autrefois qui semble renaître et M. Villette a restitué ce jour-là l'âme à son hôtel de ville.

Tandis que l'on se bat avec acharnement pour reprendre les villages du Nord de Compiègne, les derniers obus sont lancés par l'artillerie allemande. A une heure du matin, le 18, le canon tonne furieusement. Est-ce l'offensive libératrice ? On n'ose trop l'espérer, car depuis quatre ans de guerre, après avoir passé par tant d'alternatives d'espoir et de découragement, on s'est blasé un peu sur les signes extérieurs de la bataille.

Mais si l'artillerie allemande a pris congé le 18, de la bonne ville de Compiègne, en blessant deux gendarmes à leur caserne, les avions ne restent pas en repos. Trois jours de bombardement intensif le 20, 21 et 22 août vont détruire une nouvelle série d'immeubles à l'aide d'énormes torpilles dont les effets sont désastreux. Sur la place de l'Hôtel-de-Ville, l'hôtel du Crédit Lyonnais ne conserve que sa façade ; la maison Hubatzeck est effondrée à l'intérieur. La Banque de France est fort endommagée. Dans la rue des Domeliers, la maison du Docteur Tournant est à nouveau pilonnée et l'Institution Jeanne-d'Arc totalement détruite. Le Palais, visé visiblement par les avions qui descendaient très bas, pour mieux le réduire, est atteint à l'angle de la façade, du côté du collège ; un bâtiment est écrasé rue d'Ulm ; sur la terrasse, un arbre est sorti de terre, devant les petits appartements.

Ils y reviennent le 1^{er} septembre, jugeant trop anodins les effets de leur bombardement. La suite des grands appartements donnant sur le parc, grâce à la déviation, échapperont encore à l'anéantissement. Toute la façade est jalonnée de leurs traces ; les appartements de Marie-Antoinette, le côté du petit théâtre, la cour des Régies, les cuisines et aussi le fronton de la colonnade de Gabriel, sur le parc. Prévoyant ce qui allait arriver, ce qui était fatal, car dans leur rage de voir échapper leur proie à tout jamais, les Allemands se devaient de tout détruire, le Conservateur avait, depuis un mois, demandé des péniches pour achever le déménagement. Les barbares échouèrent à nouveau dans leur mauvais dessein et le Palais se tira à bon compte d'une ultime tentative où les plus grosses torpilles n'avaient pas été ménagées.

Le mois d'août se termine par la prise de Noyon. Cet événement important, compensera, pour le moral compiègnais, toutes les ruines matérielles, car la possession du Mont Renaud symbolisait à tel point la clef de la victoire que, dès ce jour, on n'en douta plus. Et cette fois, les événements confirmèrent les espoirs.

(1) : ballons d'observation de forme allongée, d'où le nom.

Le 4 septembre, Von Hutier se décidait à battre en retraite. Le 6, nous prîmes Ham et Chauny. Ludendorff rentrait dans les anciennes lignes Hindenburg : Compiègne était, à nouveau dégagée.

Au cours du dernier bombardement, le 2 septembre, le cadran de l'hôtel de ville fut brisé, mais la statue de Jeanne-d'Arc se trouva préservée « miraculeusement ». La brave guerrière qui aimait tant ses bons amis, ne voulait pas laisser d'elle une image mutilée. Quelques éclats vinrent briser leur rage impuissante contre le piédestal de la statue, intacte et fière qui semblait toujours bouter l'ennemi dehors.

Le 1^{er} septembre, l'auto-chirurgicale n° 7 revenait à l'hôpital de Royallieu, pour y remplacer les ambulances divisionnaires de passage.

Le 15, la Sous-Préfecture se réinstallait dans ses locaux habituels. C'était la première administration dont on constatait le retour.

Le Matin du 15 septembre, annonçait un peu prématurément, que l'autorité militaire autorisait la réintégration. Un retour en bloc n'était pas à souhaiter dans un pareil chaos. Déjà, le 28 août, M. Martin s'était inquiété auprès du colonel Maitret de la rentrée qu'il souhaitait prochaine et lui avait posé un certain nombre de questions.

— Jusqu'à présent, lui fut-il répondu, l'armée n'a pas encore étudié dans quelles conditions le retour à Compiègne pourrait être autorisé, si le recul allemand se continue ; nous n'avons pas encore fixé de date pour cette réintégration.

— Mais en ce qui touche la Municipalité ?

— C'est la même chose et vous n'avez qu'à attendre les instructions qui ne tarderont pas à vous parvenir.

— J'attendrai, mon colonel. Vous connaissez mon adresse, et je vous serai reconnaissant de m'aviser dès que ma rentrée sera autorisée.

— Vous pouvez y compter.

— Mais ne croyez-vous pas qu'il serait bon d'envisager, dès maintenant, les mesures à prendre ? Tout d'abord, j'estime que cette réintégration devrait être précédée du rétablissement du train. Tant que le chemin de fer s'arrêtera à Longueil, les habitants hésiteront à s'imposer une marche aussi longue. D'autre part, le ravitaillement de la ville sera compliqué d'autant et c'est une question très importante qu'il faut envisager sans retard.

— J'ai entendu dire que le train serait rétabli officiellement à partir du 2 septembre. Mais je ne sais rien d'officiel à ce sujet.

— Nous attendrons d'être également fixés sur cette question avant de fournir la moindre indication à nos administrés. J'aurais voulu pouvoir renseigner tous ceux qui m'écrivent journellement, pour savoir si leur retour est possible et j'aurais été heureux de pouvoir, en même temps, leur faire connaître les conditions de réintégration. Il est évident qu'il n'y a aucun intérêt à autoriser le retour en masse des habitants et qu'il serait désirable d'apporter certaines restrictions momentanées.

— Nous sommes entièrement d'accord.

— La première chose à assurer, je vous l'ai dit tout à

l'heure, c'est le ravitaillement de la ville. Tant qu'il n'y aura pas dans cette dernière quelques commerçants, épiciers, boulangers, bouchers et charcutiers, il sera impossible d'y vivre et l'arrivée de quelques milliers de bouches à nourrir serait un gros souci et provoquerait mille difficultés.

« En second lieu, j'estime qu'il ne faudrait pas accorder l'autorisation de retour aux personnes qui sont dépourvues de domicile, c'est-à-dire à ceux dont les maisons démolies ou inhabitables n'offriront pas un gîte certain. Car il faut éviter qu'on ne se loge chez les voisins absents si nous voulons réduire les pillages et diminuer nos responsabilités. La surveillance n'en sera que plus facile d'ailleurs.

— C'est mon intention.

— Depuis quatre ans, nous avons été appelés à recevoir quantité de réfugiés et il serait bon, qu'une fois éloignés de Compiègne, ils ne soient pas admis à y revenir sous le prétexte qu'ils y ont habité deux ou trois ans.

— Nous ne gagnerions que des charges avec leur retour, au moment où la réorganisation de la ville en imposera déjà de très grandes.

— Il est certain, mon colonel, que l'état de la ville va exiger un effort sérieux d'administration si l'on veut permettre à beaucoup de Compiégnois, de regagner leur domicile avant l'hiver. C'est pourquoi, après les commerçants, j'estime qu'il faudra faciliter la rentrée des artisans, c'est-à-dire de tous ceux qui, par profession, pourront contribuer à la remise en état des immeubles.

— Nous sommes encore une fois d'accord sur ce sujet.

Mais sur un autre point, l'ancien conflit demeurerait. M. Martin ne pouvait admettre, on le comprend, la prétention émise par le colonel Maitret qui entendait conserver, même après le retour de la Municipalité, la direction de la Police municipale. Jusqu'à présent, aucune restriction n'avait été apportée par les divers commandants d'armes qui s'étaient succédés depuis quatre ans, relativement aux droits que confère la loi au Maire en temps de guerre.

Le Maire de Compiègne ne pouvait reprendre une autorité diminuée et borner son rôle et sa fonction à l'exercice du service de l'Etat-Civil. Au début de la guerre, un arrêté avait confirmé la Municipalité dans tous ses pouvoirs et cet arrêté n'avait jamais été rapporté.

L'intervention du Sous-Préfet ne fut pas inutile et chacun put reprendre ses prérogatives. Car il faut que l'on sache bien que c'est sur un ordre formel de l'autorité militaire que la Municipalité dut quitter la ville et l'on a vu dans les pages précédentes et notamment au cours de l'entretien chez le Ministre de l'Intérieur combien M. Martin eut à souffrir de l'éloignement où on le tint volontairement.

Au train où allaient les choses, le retour officiel était imminent. Nettement, on sentait la fin de la guerre. Mais on ne pressentait pas qu'elle fut si proche. N'anticipons pas... L'offensive victorieuse de Foch attaquait tout le nouveau front. Les batailles de Saint-Mihiel, des observatoires Hindenburg de l'Argonne et du Cambésis, l'attaque du plateau de Bohain redonnaient l'espoir.

Sûre du succès, garantie de l'impossibilité d'un nouveau retour des Allemands, la Municipalité de Compiègne fit

paraître l'avis suivant :

Avis aux Réfugiés,

« *Les personnes domiciliées à Compiègne, avant la guerre sont autorisées à réintégrer leur domicile. Elles devront, avant tout déplacement, solliciter un sauf-conduit régulier de M. le Général commandant la 3^e armée. Circulation, 2^e Bureau secteur Postal 22* ».

Pour le Maire aux armées,

L'adjoint délégué : MARTIN.

Aussitôt que les journaux parisiens eurent répété l'information, chacun se hâta de mettre de l'ordre à ses affaires, de solliciter les autorisations requises et de tout préparer en vue d'un prochain retour au foyer.

Le bureau de la circulation, rue de Rivoli, à Paris, était assiégé continuellement par une foule énorme de réfugiés du Nord, et l'attente y était longue pour se mettre en règle avec l'autorité militaire.

Les papiers nécessaires ne s'obtenaient pas facilement, Pour remédier aux inconvénients signalés plus haut, la Municipalité procédait à des enquêtes sur les facilités d'habitation. Elle intervenait dans le même moment auprès de la Compagnie du Nord pour obtenir le rétablissement d'un train et s'entendait avec une maison de Paris pour rétablir un service de ravitaillement rapide par camion automobile. Chaque jour, de petits noyaux d'exilés en instance de retour se retrouvaient à huit heures du matin sous les grises vérandas de la Gare du Nord. Là, ils apprenaient que les trains ne dépassaient pas encore Longueuil-Sainte-Marie et qu'il leur faudrait, de cette gare, se diriger à pied vers Compiègne. Mais que de kilomètres ne ferait-on pas pour rentrer dans sa ville, même chargé de bagages, surtout quand on est inquiet de revoir sa maison ?

En réalité, le nombre des retours définitifs était encore infime. Beaucoup de gens venaient faire un tour et reprenaient le prochain train, avant de se décider à s'installer, car la vie dans une ville détruite, sans facilités de ravitaillement, ne pouvait tenter que quelques endurcis. Une boulangerie, rue Jeanne-d'Arc, fournissait du pain à la petite colonie ; l'autre partie de la ville se fournissait au 69 de la rue de Paris. Une pharmacie était rouverte, rue Solferino. Une maison d'approvisionnement suffisait aux autres besoins.

Petit à petit, d'autres boutiques firent une timide réouverture et les rues principales commencèrent à reprendre une apparence de vie.

Mais quelle tristesse dans les autres quartiers. Les rues étaient défoncées, les murs de toutes les maisons étaient criblés d'éclats d'obus, de grands pans de murs noircis attestaient de la vigueur des bombardements.

Le 24 septembre, le train pour Compiègne est rétabli. Il arrive en gare à une heure de l'après-midi et l'on peut le reprendre vers trois heures. C'est suffisant pour satisfaire une inquiète curiosité. .

Les journaux parviennent maintenant dans le désert, apportant leur note de réconfort et l'impression d'une reprise de contact avec la vie de l'arrière.

A nouveau, les couleurs du drapeau français pavoisent

l'hôtel de ville et le 28, l'Adjoint informe la Préfecture que les services municipaux seront définitivement réorganisés à la Mairie à partir du 1^{er} octobre.

Tout est à refaire. A chaque pas, un spectacle s'offre à la vue. N'y a-t-il rien de plus cruel que de regarder passer dans la rue l'enterrement d'une petite fille de trois ans dont le père traîne lui-même le cercueil sur une voiture à bras ? C'est cependant le cortège funèbre que rencontrèrent, les larmes aux yeux, plusieurs revenants.

Les églises sont dégarnies de vitraux et plus ou moins endommagées. La voûte de l'église Saint-Jacques, à hauteur de la chaire est trouée par un obus. Les chapelles sont vides, l'autel de la Vierge, précieuse dentelle de bois sculpté est évacué à Chevrières, tandis que la table de Communion, cadeau royal a été démontée par les Beaux-Arts.

Provisoirement, les offices sont célébrés par M. l'archiprêtre Humbert dans la salle des catéchismes, rue du Château.

Des équipes de travailleurs militaires s'occupent du déblaiement des décombres. Le 5, un bataillon de Tirailleurs algériens qui descend des lignes, franchit le pont de l'Oise, musique en tête. L'écho des tambours et des clairons, uni à celui de la fanfare résonne victorieusement dans les rues de la cité meurtrie, encore plongée dans l'endolorissement consécutif à ses blessures.

Jusqu'au 15 octobre, on peut compter les rares habitants. A partir de cette date, le contingent devient de plus en plus nombreux. De la Normandie, de la Bretagne, du Centre, du Midi, les réfugiés arrivent alors en masse, traînant à leur suite, les innombrables colis, qui les ont suivi dans leurs pérégrinations. Retour mélancolique et cependant joyeux tant on se sent heureux de rentrer au pays et d'y reprendre ses habitudes d'autrefois. Ce jour-là, on oubliait les misères d'une évacuation qui fut dure pour tout le monde.....

Carnets de Guerre d'Alexis Callies, 1914 - 1918

d'Alexis Callies, officier artilleur

Edition ANOVI

Extrait des pages 488 à 512

Jeudi 6 juin

Journée en chemin de fer. A Noisy-le-Sec pris la direction des Compiègne. Gare de Creil démolie.

Vendredi 7 juin -

A 6 heures 1/2, débarquement à Verberie. Cantonnement à Fontaine-les-Corps-Nuds (1). Logé chez le comte de Mailly. Château dans un très beau parc. Faute de personnel (la guerre) tout est fort négligé. On est inquiet ici, ce qui se comprend puisque c'est l'axe même de la nouvelle ruée boche.

Samedi 8 juin -

Repos à Fontaine-les-Corps-Nuds. Le peintre Albert Guillaume y possède une villa où logent quelques-uns de mes officiers. Je prends le thé chez lui. C'est un homme d'une cinquantaine d'années, taillé en Hercule, pas radin du tout. Il ne déteste pas l'odeur de l'encens et je lui ai tourné un petit compliment qui a paru lui faire un certain plaisir. Gentleman et conseiller municipal. Il exploite des tourbières pour fournir aux habitants du pays le combustible qui manque.

Mon hôte, Monsieur de Mailly, est un homme charmant. 60 ans, de l'asthme et les jambes malades. Sa femme, née de Bordesoulle, un peu folle mais la meilleure créature qui soit. Ils sont ravis d'avoir deux popotes d'officiers. La mienne et celle du colonel Roger, car cela leur facilite la vie matérielle. C'est du reste ce qui se passe maintenant. On recherche les popotes autant qu'on les fuyait naguère.

Dimanche 9 juin -

Alerte à 6 heures. Nous attendons toute la journée. A 17 heures j'embarque en auto avec les lieutenants Lacoste et Espelette et deux téléphonistes. Route par Senlis, Creil, Liancourt, jusqu'à Estrées-Saint-Denis où doit se trouver l'A.D. et Remy où doit être l'A.C.D.A.. A Estrées j'apprends que la division est à Clairoux près Compiègne. J'y trouve le lieutenant-colonel Roger. La division que nous devions relever ou appuyer a fléchi et on nous porte plus au sud. Je dois aller à Coudun où mes batteries ont reçu l'ordre de se porter. A Coudun rencontre de troupes, plus ou moins en pagaye, et de paysans fuyant l'invasion (impression semblable à celle de la retraite d'août 14, aucune nouvelle des batteries probablement arrêtées sur les routes par l'embouteillage des points de passage. Nuit d'alerte dans une maison abandonnée et pillée. Des isolés entrent et sortent, disant que les Boches arrivent. Nous veillons à tour de rôle mais la fusillade est encore assez lointaine.

(1) : La Fontaine Châalis, en forêt d'Ermenonville

Lundi 10 juin -

A 6 heures reconnaissance d'une position près de Giraumont (calvaire et ferme de Bertinval). Courses à travers champs jusqu'à 10 heures. A 10 heures les batteries arrivent et s'installent à partir de midi (elles ont passé la nuit entière sur la route). Prêtes à tirer à 16 heures. Inquiétude au sujet des munitions. Je n'ai que 200 coups par pièce et on me prévient de ne pas compter sur un ravitaillement avant demain et encore ? J'appuie le 12^{ème} R.I. qui tient entre Marest-sur-Matz et Chevincourt.

Mon personnel fournit un effort magnifique. En moins de quatre heures, il a installé des observatoires et un réseau téléphonique complet, très en avance sur les deux autres groupes. Mon central téléphonique sert de centre de renseignements non seulement

à mon colonel mais encore au commandant de l'infanterie. La ligne qui me joint au château de Rimberlieu, P.C. du colonel

Rauscher où se trouve également le général de division, exige une surveillance constante. Des postes de deux hommes établis tous les deux cents mètres la réparent en permanence. Sitôt mes batteries installées, je me rends au château de Rimberlieu. J'y trouve le colonel Rauscher, le général Brécard commandant la division de cuirassiers à pied que nous relevons, le général de Saint-Just, le colonel Leroy du 270^{ème}, le capitaine Sarrette du 55^{ème}. Le général de Saint-Just me présente au général Brécard en ces termes : « *Le commandant Callies, le meilleur artilleur de ma division* ».

J'en suis éberlué mais touché. Brécard, que j'ai connu autrefois à Rennes où il était officier d'ordonnance du général Donop, paraît à bout de forces. Il a les yeux rouges de quelqu'un qui n'a pas dormi depuis longtemps. Sa division a durement écopé et malgré son acharnement à défendre le terrain pied à pied, a dû reculer| depuis le début de l'attaque. La 123^{ème} D.I. qui la remplace se trouve en flèche, comme l'était la division Brécard. La 126^{ème} D.I. est à notre gauche vers Vignemont. Le Château de Rimberlieu est à moitié démolé par les obus qui tombent sans arrêt. Les sous-sols servent d'abris, assez précaires du reste. Toutefois le général reste installé dans le grand salon situé sur la façade sud moins exposée.

Le château de Rimberlieu appartient au comte de Béthune, descendant de Sully. Sur une hauteur qui le domine s'élève une tour que surmontait une statue de la Vierge. Au pied de la tour était une Jeanne d'Arc équestre. Tour et statue sont démolies. Cette tour, dit une inscription, fut érigée sur remplacement du château de Guillaume de Flavigny, lequel causa, lors du siège de Compiègne (qu'il commandait) par les Bourguignons, la capture de Jeanne d'Arc, par la fermeture prématurée des portes. L'érection de la statue de l'héroïne avait ainsi le caractère d'une réparation.

Dans ma course à travers bois pour me rendre au château, j'ai repéré d'anciennes positions de batterie où se trouvent en assez grand nombre des cartouches de 75. Comme j'expose au général et au colonel Rauscher ma pénurie de munitions, je leur propose d'organiser une recherche des obus ainsi abandonnés, à condition qu'ils me fournissent

des fantassins. Ma proposition est acceptée avec empressement.

Peu après mon départ, le colonel Leclerc commandant l'A.D. de la division Brécard, est tué devant le château. Vers 18 heures un fléchissement de la 126^{ème} D.I. vers Vignemont-Marquéglise nous met en fâcheuse posture. Je reçois l'ordre d'étudier une position de repli. A 19 heures le nécessaire est fait après reconnaissance au sud de la ferme de Sept-Voies. Le village de Coudun où sont mes échelons est bombardé. L'adjudant Hiribarne est blessé, les maréchaux des logis Luc et Latapy tués (2^{ème} batterie). Nous passons la nuit au bivouac, tirant sans arrêt. A 22 heures un avion boche passe en rase-mottes au dessus de mes batteries et vient s'abattre à 100 mètres en avant. Il prend feu aussitôt. Mes hommes se précipitent. Craignant une explosion je cours pour les ramener. Effectivement les bombes de l'avion explosent, blessant quatre canonniers grièvement et l'aspirant Denis légèrement. Un débris enflammé passe en sifflant à quelques mètres au dessus de ma tête et tombe en mettant le feu aux herbes sèches. Le matin venu (le 11) nous constatons que c'est une tête humaine, laquelle imbibée d'essence brûlait comme un bol de punch. Nous retrouvons de même deux autres têtes. L'équipage, était donc de trois hommes. Nous trouvons d'autres débris dont un torse contenant un portefeuille avec de nombreuses photos d'une jeune femme et d'un bébé. Aucun papier permettant l'identification. A une main une alliance de femme avec le nom Mathilde.

Mardi 11 juin -

Même situation. La division et en particulier le 12^{ème} R.I. (colonel Rauscher) s'accroche au terrain. A peine a-t-il perdu 200 mètres. A la gauche le 6^e R.I., bien repris par son chef, a rétabli la situation. Dans la nuit mes batteries ont été ravitaillées comme convenu par des corvées d'infanterie dirigées par des gradés d'artillerie. Sans quoi je n'aurais pas 50 coups par pièce.

Vers 14 heures, le lieutenant Lacoste, en liaison à Rimberlieu, me téléphone qu'une attaque par tanks entre Ressons-sur-Matz et Méry a refoulé les Boches et dégagé un peu notre front.

Peu après attaque furieuse sur tout notre front. Le 12^{ème} R.I., débordé sur sa droite par suite du retrait du 236^{ème} R.I. qui le prolonge à droite, abandonne du terrain. Il quitte Marest et Chevincourt. Dans ce dernier village 250 hommes de son 3^{ème} bataillon (commandé par le capitaine Lacaze) sont cernés mais se défendent à outrance. Par des prisonniers boches on apprend que tous les officiers sauf le capitaine Marignan ont été tués. Marignan, l'abbé d'Urbal légèrement blessés et 60 hommes sont prisonniers. Tout le reste s'est fait tuer (ces renseignements ont été confirmés le 13 par d'autres prisonniers ; d'après eux la défense de Chevincourt a été acharnée et le village n'a été complètement nettoyé que le 12 à la nuit).

Dans l'après-midi, la situation paraît grave à notre droite où il semble y avoir un trou entre Mélicoq, le mont Caumont et Chevincourt. J'envoie le sous-lieutenant

Prieux en reconnaissance de ce côté. Il me rend compte à son retour que des éléments du 319^{ème} R.I. et du 112^{ème} R.I. tiennent ferme au nord et à l'est du bois de Caumont. J'en informe le commandement qui n'a aucune communication de ce côté.

A gauche du 12^{ème} R.I., le 6^{ème} se cramponne au ruisseau du Zoët. Nous tenons donc. Toutefois par précaution je fais avancer les avant-trains près de la ligne de tir.

Dans la soirée, des obus de 75 venant de l'est tombent entre Chevincourt et le Calvaire encore occupé par le 12^{ème} R.I.. J'envoie le sous-lieutenant Legendre prévenir les artilleurs qui peuvent se trouver à ma droite. Il revient avec un camarade du 243^{ème} R.A.C. dont un groupe commandé par le commandant Perrot est effectivement à ma droite. Le commandant Perrot me fait demander des renseignements et des instructions pour le tir.

Mercredi 12 juin -

Le matin attaque furieuse des Boches. Elle est repoussée et la ligne intégralement maintenue. L'artillerie allemande devient agressive. Mes échelons souffrant beaucoup à Coudun viennent s'installer dans le parc du château de Giraumont. Le colonel Roger m'annonce par téléphone un ravitaillement en munitions. Il tombe de son haut quand je lui dis que je dispose encore de près de 500 coups par pièce, alors qu'arrivé le 10 avec 200 coups j'en ai tiré plus de 1.000. Je lui explique le mystère. Nous recevons également des vivres. Depuis deux jours nous avons vécu des ressources locales, légumes et basses-cours abandonnés par les habitants. Après-midi assez calme. Un aspirant du groupe Perrot vient me raconter la fin héroïque du commandant. Mélicocq étant perdu, il a rallié des fantassins débandés, les a menés à l'attaque, est entré presque seul dans le village où il a été tué. Cela s'est passé hier soir.

Dans la soirée nous attaquons et reprenons la Croix Ricard et Melicocq.

Au sujet de l'attaque de ce matin. La ferme de Vaugenlieu était tenue par une centaine d'hommes. L'artillerie du groupe en a tué une vingtaine, une trentaine se sont enfuis, les autres se sont retirés au delà du Matz, laissant quelques mitrailleuses cueillies par le bataillon Esquila (2^{ème} du 12^{ème} R.I.) (Renseignements de prisonniers).

Au sujet de Chevincourt. Disparus : capitaines Lacaze, Soutoul,; Sengès, lieutenants Brun, Gerbeaud, de Marignan, médecin aide-majori Bethize, sous-lieutenant Clément, abbé d'Urbal, pasteur Malfait, avec 250 hommes environ.

Impressions de la journée. Violent arrosage des lignes et des bois entourant le château. Sur celui-ci harcèlement habituel et ce soir réglage par avion d'une pièce de 210. Une tentative allemande est à prévoir. Un obus de 105 pénétrant par une fenêtre est venu éclater dans un recoin où se trouve notre poste téléphonique. Par miracle pas de casse dans le personnel rassemblé pour la soupe. Un homme légèrement égratigné au genou. Téléphone intact. Beaucoup, beaucoup de chance en cette occasion.

Jeudi 13 juin -

Journée sans attaque d'infanterie mais violent et incessant marmitage. Les échelons et la C.R. sont de nouveau forcés de changer de position. Ils vont à la nuit s'installer au sud du camp de César (1). Dans la nuit (du 13 au 14) mon P.C. est bombardé. Ledit P.C. n'est qu'un fourgon à bagages sous un pommier où je couche avec le sous-lieutenant Espelette. Nous devons nous réfugier dans un trou creusé dans le talus de la route. Peu après mon fourgon est pris en dessous par un obus de gros calibre et mis en pièces.

Vendredi 14 juin -

Tir de destruction sur la 3^{ème} batterie. Les 4 canons et les 4 caissons démolis successivement. Quatre hommes tués par le même obus. Sitôt après, tir transporté sur la 2^{ème} batterie. Pas de résultat. A 21 heures enterrement de nos morts au cimetière de Giraumont. Les batteries changent de position dans la nuit.

Là se borne l'activité sur notre front. D'après les communiqués il en serait de même partout. On peut donc considérer la ruée boche arrêtée, jusqu'à la prochaine.

Nous recevons des témoignages de satisfaction pour notre besogne. On m'a promis des citations pour mon personnel et le colonel Roger me téléphone que j'aurai pour moi une citation à l'ordre de l'armée.

Samedi 15 juin -

Bombardement de Giraumont de 10 heures à 13 heures. 1.500 obus de gros calibre. Un avion français, pendant ce temps, nous survole, comme hier pendant l'écrasement de la 3^{ème} batterie, en mentionnant par T.S.F. « *Rien à signaler !* »

Dans la matinée je m'échappe quelques heures, ce que je n'ai pas pu faire depuis cinq jours, ma présence à mon P.C. étant indispensable, pour aller voir nos fantassins. Le colonel Rauscher me reçoit avec effusion et me remercie chaleureusement. Sachant ma présence au château de Rimberlieu, tous les officiers s'empressent pour venir me serrer la main. Nous sommes de vrais camarades de combat. C'est la meilleure récompense...

Dans la soirée mon P.C., trou de 3 mètres x 1,50 mètre dans le talus de la route, recouvert d'une tôle ondulée, est violemment bombardé. 300 obus en une heure. Tous longs ou courts d'une dizaine de mètres.

Dimanche 16 juin -

Reconnaissance en vue de mieux installer les batteries qui n'ont pu, avant hier, que se déplacer de quelques centaines de mètres pour éviter le tir ennemi que sans cette précaution elles auraient subi hier comme mon P.C. resté en place. De plus les nouvelles conditions de tir imposées nous obligent à changer de positions. Je les installe au camp de César. Avant leur changement qui a lieu dans la nuit, elles sont bombardées, la 1^{ère} bien encadrée. Il n'y a pas de casse.

(1) : Extrémité nord du Mont Ganelon

Lundi 17 juin -

Calme complet. Un commandant du 404^{ème} R.I. m'envoie un officier protester contre mon installation au camp de César, sous prétexte que je vais attirer le feu ennemi.

Mardi 18 juin -

Je vais à Aussel (1), 3 kilomètres de mon P.C., voir le colonel commandant le 129^{ème} R-I. qui a remplacé le 404^{ème}. Il m'avait dépêché deux officiers le matin pour m'inviter à f... le camp (sic). Je les ai reçus fort courtoisement. Le colonel en question est mon vieil ami Weyler avec qui j'ai noué à Carrières-Sud des relations très fraîches au début, ensuite fort cordiales. C'est un hurluberlu de la plus belle espèce. Je ne le trouve pas et j'explique à son adjoint qu'il n'y a rien à faire pour déguerpir, d'autant que ce n'est pas précisément pour mon plaisir que je villégiature au camp de César.

Mercredi 19 juin -

Déjeuner à Rimberlieu avec le colonel Grasse, successeur du colonel Rauscher. Le lieutenant Bûcher, artilleur du 12^{ème} R.I., a été tué hier près du château. Le déplacement de mon P.C. transféré à proximité des batteries se fera après demain. Reconnaissance d'une position de repli près de Bienville. Les bonnes positions d'artillerie sont si rares dans cette région que nous nous rencontrons trois commandants de groupes, dont 2 du 46^{ème} R.A., à convoiter les mêmes. Nous faisons notre reconnaissance de compagnie.

Il y a une épidémie de gale sur les chevaux des échelons. Le vétérinaire principal Camus, du C.A., vient les voir. Il s'attrape avec mon vétérinaire Lapasset et lui octroie 15 jours d'arrêts.

Jeudi 20 juin -

A 2 heures ^{1/2} tir à obus à gaz sur mon P.C. à la cadence de deux coups par minute. Nous restons deux heures avec le masque, sans autrement souffrir.

Vendredi 21 juin -

J'occupe mon nouveau P.C. du camp de César. Cagna en tôle métro au revers d'une forte pente. Je pourrai y avoir ma cantine et me déshabiller, ce que je n'ai pas pu faire depuis plus de dix jours.

L'offensive autrichienne sur les Italiens a échoué. Cela doit décourager le brillant second et peut-être l'inciter à lâcher le Kaiser. A ce propos un colonel d'état-major me raconte que cet hiver le général Fayolle se faisait fort, si on lui donnait 30 divisions françaises et anglaises, de culbuter les Autrichiens et recommençant la campagne de 1796, de dicter comme Bonaparte la paix en menaçant Vienne. Il semble que ce calcul n'était pas faux.

Du même : Etant en Autriche avant la guerre il causait au cours d'une manœuvre avec un officier tchèque, lequel lui montrant un régiment autrichien lui dit : « *Avec quel plaisir mes hommes lui tireraient dessus* ». Une armée divisée à ce point ne peut guère être capable de grandes choses.

(1) : Il semblerait qu'il s'agisse du hameau de Annel

Dimanche 23 juin -

Le commandant Quantin a été blessé d'un éclat d'obus à la tête. Il ne semble pas que ce soit très grave. Néanmoins il est évacué. Reconnaissance de positions de repli au sud de la ferme de Corbeaulieu (2); Cette ferme appartient au capitaine de Seroux, lequel ayant voulu aller à Compiègne prendre quelques objets chez lui (il y tenait garnison) s'en est vu interdire l'entrée. C'est très bien d'empêcher le pillage, mais dans son cas...

Lundi 24 juin -

Le commandant Lanty nommé au commandement d'une A.D. a été blessé légèrement avant de rejoindre son poste, d'où annulation de sa mutation. Il est décidément malchanceux.

Mardi 25 juin -

Visite du colonel Roger. Les propositions de citations ne marchent pas. Quand le torchon brûle, les grands chefs ont la promesse facile et généreuse. Tout ce que vous demandez pour vos braves, pour vos héroïques soldats est accordé d'avance. Passé la fête, adieu le saint. On chicane sur tout. On lésine. C'est bien la manière du général Humbert et du général de Fonclare.

Je vais au bois de Plaisance voir mes échelons, à cheval avec Espelette et Grelard. Au passage de la grand-route d'Abbeville nous sommes salués par une cinquantaine d'obus dont une dizaine à moins de 20 mètres. Nous passons par miracle.

Le commandant Menu, mon camarade de promotion, vient déjeuner avec moi.

Les fantassins du 288^{ème} R.I. se déclarent incommodes par une pièce baladeuse que j'ai installée à mon ancienne position. Je la fais déplacer d'urgence pour leur donner satisfaction.

Le lieutenant Grison du 41^{ème} R.I. passant près de mon P.C. vers 19 heures, je le retiens à dîner. Il raconte que le commandant B. de son régiment a été limogé pour avoir oublié par deux fois, le 20 février en Lorraine et dernièrement ici, de suivre son bataillon à l'attaque. Or, comme il est de règle, il était très sévère pour les autres sous le rapport de la bravoure, et notamment pour les artilleurs qu'il traitait constamment d'embusqués, il faisait, paraît-il exception pour mon groupe et pour moi dont il ne parlait qu'avec éloges.

Vendredi 28 juin -

A 6 heures 1/2 réglage par avion sur mon P.C. , puis tir d'efficacité jusqu'à 9 heures 1/2. Environ 350 obus dont 300 de 15 et 50 de 105. Un Arabe travailleur au 1^{er} R.A.P. est tué à la 1^{ère} batterie. 8 chevaux tués et 12 blessés aux avant-trains. Pour ma part un obus éclatant juste devant ma porte me bascule et crible d'éclats la serviette de toilette avec laquelle, ma barbe faite, je m'essuyais le visage.

Mon ami Guesnel m'ayant fait savoir qu'il était mon voisin et me priant d'aller le voir, lui ne pouvant quitter son poste, je vais à sa recherche « *sur l'eau en aval de*

(2) : Ferme sur le plateau de Venette

Compiègne » comme l'indique son mot. Je gagne donc à cheval l'Oise que je descends et le trouve à bord d'un chaland. Il commande une flottille de 3 péniches portant un canon de 150 chacune, et munies de canots à vapeur pour leur remorquage. Il était il y a trois semaines beaucoup plus au nord mais a dû rétrograder lors de l'avance allemande. Il est royalement installé. Chambre à coucher, salle à manger, bureau, cuisine et office, plus une autre pièce, le tout lambrissé en pitchpin vernis. Cette façon de faire la guerre en escargot est vraiment confortable. Nous déjeunons ensemble et le quitte à 13 heures pour aller voir mes échelons. Je rejoins mon P.C. à 16 heures. Temps splendide.

Samedi 29 juin -

Visite aux échelons à la suite d'une note injuste et violente du général de Fonclare visant personnellement le colonel Roger et moi. L'occasion, ou le prétexte, en est l'épidémie de gale dont sont atteints les chevaux. Depuis le 1^{er} juin j'ai perdu 56 chevaux tués, 42 blessés et évacués. 18 évacués pour gale. On ne parle bien entendu que de ces derniers. Or toute ma cavalerie a bivouaqué sans arrêt dans des emplacements contaminés et elle est soumise à des fatigues écrasantes, en particulier pendant ce ravitaillement sur place organisé avec l'aide des fantassins. Si j'avais attendu le ravitaillement régulier, je manquais de munitions dès le second jour de la bataille, le 12^{ème} R.I. faute d'appui d'artillerie refluit et entraînait toute la division. Le général de Fonclare ne l'ignore pas mais il juge et agit comme un adjudant de Courteline.

Mercredi 3 juillet -

La dernière bataille du 9-14 juin avait coûté aux Boches 90.000 hommes contre 27.000 à nous. Renseignement donné au colonel Roger par un officier de l'armée.

Visite du lieutenant Chapon, aérostier, venu pour des réglages. Il me donne des nouvelles de Jean qu'il a vu en Lorraine et qui doit y être encore. Chapon a eu ces jours-ci sa saucisse brûlée et a dû sauter dans le vide. Il est du reste remonté aussitôt. Ce qui donne à sa dernière aventure une jolie nuance d'ironie c'est qu'il avait vu la veille l'officier commandant la section d'auto-canon chargée de le protéger, lequel lui avait dit modestement

« Vous avez de la veine ; avec nous rien à craindre, jamais une saucisse n'a brûlé. Nous avons 16 avions boches au tableau,

c'est pourquoi nous portons la fourragère ».

Chapon enchanté monte plein de confiance. Dix minutes après son ballon flambait, il descendait en parachute et la section d'auto-canon n'avait pas tiré une seule cartouche. Il faut croire que tout ce qui touche à l'aviation participe de son esprit de réclame et de cabotinage, sous l'influence des politiciens qui en ont fait leur « arme ».

Reconnaissance de nos premières lignes. Calme parfait. A peine quelques obus. Pas de fusillade. Dans la soirée ordre subit de relève et de reconnaissance d'une autre position.

Jeudi 4 juillet -

Passage de consignes. Je vais déjeuner au château de Rimberlieu avec mon cher 12^{ème} R.I.. Dans la nuit relève. Nous quittons la position entre des salves bien appuyées, sans encombres. Le colonel Roger m'annonce que ma proposition de citation à l'armée se traduit par une simple citation à la division. Il en est d'ailleurs furieux. C'est un coup du général de Fonclare, toujours à propos de la gale. Un chef-soldat aurait récompensé le combattant, quitte à punir l'administrateur négligent s'il le jugeait bon. Mais quand on a une âme de cuisinier !

Vendredi 5 juillet-

Installation dans une grande ferme, assez loin des lignes pour qu'un bombardement soit improbable. C'est le vrai repos. Je suis à environ 7 kilomètres des péniches de Guesnel, avec lequel je pourrai voisiner facilement.

Jeudi 11 juillet -

Nouvelle réglementation de l'avancement. Alors que jusqu'à présent aucune ancienneté n'était exigée pour les nominations à titre temporaire, il faudra désormais un temps minimum dans le grade inférieur à titre définitif. L'avancement à titre temporaire était un des rares avantages des officiers de troupe. L'état-major y met bon ordre. Dorénavant quand un officier d'état-major approchera de la limite où il sera proposable, il viendra faire un court séjour dans un corps de troupe et, le galon gagné à titre temporaire, reprendra son rond de cuir sur lequel il se fera titulariser bien plus vite que dans une cagna de 1^{ère} ligne. En ce qui me concerne c'est la perspective du cinquième galon qui s'éloigne puisque je ne serai proposable que dans un an.

Samedi 13 juillet -

Le matin longue reconnaissance à pied de la ligne où nous aurions à agir en cas d'attaque allemande. Promenade de 15 kilomètres par temps frais. Je ne crois pas du reste que les Boches agissent de notre côté. Ce n'est pas leur manière actuelle d'attaquer deux fois au même endroit. Sera-ce pour bientôt ? Je le pense. Ils attaquent d'ordinaire vers le premier quartier de la lune, sans doute pour bénéficier des nuits claires.

Lundi 15 juillet -

L'offensive allemande a commencé ce matin sur Reims et l'armée Gouraud. Promenade à Compiègne, entièrement évacuée. Beaucoup de maisons en ruines. Le château dont l'entrée est interdite ne paraît pas avoir souffert.

Mercredi 17 juillet -

L'offensive allemande a été arrêtée dès le premier jour. Ils n'ont fait qu'une avance insignifiante à un prix certainement élevé. Sera-ce leur dernier effort, comme Monsieur Barrés l'écrit dans *l'Echo de Paris* ? Reconnaissance dans la matinée pour un nouveau changement de position. Rentré à 11 heures pour déjeuner,

je trouve la table pleine.

Attention délicate de mes lieutenants qui veulent fêter la saint Alexis. C'est toujours à ses inférieurs qu'on doit les meilleures satisfactions dans notre métier. Après déjeuner j'emène mes capitaines voir leurs nouveaux emplacements. Course à cheval de plusieurs heures par 35° à l'ombre.

Jeudi 18 juillet -

Installation au château de Bienville, grande villa luxueusement aménagée et meublée, mais ayant été passablement pillée. Notre précédent logis devenait inhabitable à cause des mouches. Aussi ne regrettons-nous pas ce changement.

Rencontré le général de Saint-Just qui me parle de la parcimonie avec laquelle on nous a accordé des récompenses (il y est du reste pour quelque chose, par timidité je crois, car il ne sait pas se fâcher à propos). Il avait demandé une citation collective du régiment à l'ordre du C.A., demande appuyée par un rapport du colonel commandant l'I.D.. Le général de Fonclare a refusé en disant que les artilleurs ne faisaient que leur devoir lorsqu'ils se sacrifiaient pour l'infanterie. C'est tout à fait exact mais le général de Fonclare ne fait lui-même que son devoir lorsque bien à l'aise dans son fauteuil il dirige la bataille d'assez loin pour ne pas même en entendre le bruit. Il n'en a pas moins trouvé très juste qu'on lui donne la plaque de grand officier. Je n'ai pas dissimulé au général de Saint-Just notre légitime mécontentement, sans naturellement lui parler de mon cas «particulier». La contre-offensive française est déclenchée.

Mardi 23 juillet -

Vie de château : pièce d'eau avec deux embarcations, croquet-Baignade en rivière (Oise).

Jeudi 25 juillet-

Secteur de plus en plus calme, toutes les ressources en artillerie étant consacrées au front de la bataille de la Marne. Mon beau-frère Jacques a sans doute participé, et participe, à notre contre-offensive de flanc (Silly-la-Poterie). Guesnel me prévient qu'il a brusquement été envoyé à l'offensive avec ses péniches.

Samedi 27 juillet -

Appris la mort de mon neveu Maurice Delaage, capitaine de réserve au 12^{ème} R.A.C., tué en Champagne le 18 juillet.....

Vendredi 2 août -

Aujourd'hui commence notre cinquième année de guerre. A l'indifférence qui accueille cet anniversaire on peut mesurer le chemin parcouru depuis quatre ans. On fêtait les précédents, dans la persuasion qu'ils ne se renouvelleraient pas. Cette année c'est de la résignation passive.... Nous sentons tous la fatigue, nous n'avons plus le ressort du début de la guerre. La nervosité et l'aigreur du commandement à tous degrés en sont des preuves

frappantes, comme aussi les réactions plus vives et profondes de ceux qui en souffrent.

Jeudi 8 août -

Foch maréchal de France. Pour sa belle victoire de la Marne. Car c'est une grande victoire et non une résistance passive sur place. A cette nomination le moral allemand perdra tout ce que gagne le nôtre et celui de nos alliés.

Changement de position dans la nuit du 7 au 8. Nous quittons Bienville pour aller à Giraumont dans le but de prendre part à une attaque sur le bois de Vignemont, attaque fixée au 10. La veille de notre départ, mes lieutenants ont déniché un phonographe qui fait désormais partie de notre train de confort. Nous logeons dans un talus de route presque au même endroit qu'il y a un mois.

Samedi 10 août -

Attaque sur le bois de Vignemont et Vandélicourt en liaison avec les attaques franco-britanniques d'Amiens à Montdidier. J'appuie le 411^{ème} R.I. Succès complet, plus complet même qu'on ne s'y attendait semble-t-il, puisque les moyens de passage du Matz n'avaient pas été réunis d'avance et poussés à pied d'œuvre. Tous les objectifs sont atteints à l'heure fixée. Dans l'après-midi ordre de pousser en avant. Le Matz est traversé et nos troupes atteignent les hauteurs de la rive gauche. A 20 heures ordre d'aller me mettre en batterie à Villers-sur-Coudun. Parés et prêts à tirer à 22 heures 30.

L'enthousiasme des hommes est indescriptible. Pour la première fois depuis octobre 14 ils voient les Boches fuir devant eux. Aussi quel entrain.

A 10 heures ce matin, une compagnie d'infanterie passant près de mon P.C. faisait la pause dans un chemin creux. Hommes harassés de chaleur, pliant sous le poids du paquetage. J'interpelle le capitaine : « *Savez-vous ce qui se passe ?* » Il m'indique le point où il a ordre de se rendre. « *Vous irez plus loin* », lui dis-je. Et sur la carte je lui dessine le nouveau front d'après les renseignements reçus par téléphone. A sa demande je les répète succinctement aux hommes qui nous entourent et la compagnie repart, transformée par le mot de victoire.

Assez forte canonnade ce matin au début de l'attaque. Deux heures après nous ne recevons plus rien en raison de la retraite précipitée de l'ennemi.

Dimanche 11 août -

Dès cinq heures reprise de l'offensive et de la progression. Je fais à cheval une reconnaissance dans les anciennes lignes boches pour prendre contact avec notre infanterie. J'attends vainement dans l'après-midi des ordres de déplacement en avant. Mes canons tirent presque à bout de portée. Remontée de pas mal de prisonniers. Pour la plupart mauvais aspect de gens qui souffrent. Ils disent d'ailleurs qu'ils ont faim. Si on en juge par le pain qu'ils mangent, on n'en peut guère douter. C'est innommable.

Mardi 13 août -

Malgré mes demandes réitérées je n'ai pas avancé depuis

deux jours. J'ai eu beau arguer du fait que je tire à 8 kilomètres et que par conséquent mon tir est peu efficace, que de plus il est matériellement impossible d'assurer une bonne liaison avec l'infanterie quand on est à 7 kilomètres, rien n'y a fait. Le colonel Roger s'entête dans sa conception timorée. Pour lui forcer la main je m'avise d'un expédient. Ayant appris que le P.C. de la Division se transportait à Villers-sur-Coudun, à 300 mètres de mes batteries, j'y vais flâner, en calot et la pipe à la bouche. Le général de Saint-Just et le commandant de Grandrut commandant l'I.D. m'aperçoivent, s'étonnent et m'interrogent. Je leur explique la situation sans mettre personne en cause. Ils la jugent inconcevable. Deux heures plus tard j'allais en reconnaissance, cette fois assez près des Boches pour entendre siffler les balles de mitrailleuses et être forcé de prendre des précautions. Demain matin nous occuperons une nouvelle position à moins de deux kilomètres de la ligne ennemie.

Mercredi 14 août -

Changement de position dans la nuit du 13 au 14. J'appuie le 12^{ème} R.I., à notre commune satisfaction. Il a la fourragère depuis cinq jours, vaillamment gagnée dans la bataille du 9-15 juin. Visité tous les chefs de bataillon et la plupart des capitaines. Quel moral et quel entrain, c'est merveilleux. Sales, hirsutes, sans eau pour se débarbouiller, ils sont magnifiques et leurs hommes ne leur cèdent en rien. Rentré à 21 heures à mon P.C., un coup de téléphone m'appelle chez le colonel Grasse. Jusqu'à minuit, mise sur pied d'une affaire locale qui aura lieu demain matin.

Jeudi 15 août -

De retour à mon poste à 1 heure, travaillé jusqu'à 3 heures pour les ordres aux batteries. Dormi 2 heures. A 5 heures attaque. Tout a marché comme sur des roulettes. Un seul fantassin légèrement blessé. On a ramené des prisonniers et des mitrailleuses. Le colonel m'a téléphoné aussitôt pour remercier chaleureusement les artilleurs, qui le méritaient. Cela paie des semaines de misères et d'ennuis.

A 9 heures 1/2 messe devant ma cagna. C'est une casemate bétonnée construite naguère pour un P.C. de brigade. Les Boches n'ont pas pu l'utiliser comme trop exposée à notre tir. Elle est plus confortable que tout ce que j'ai eu jusqu'à présent, cantonnements dans les villages exceptés. Au cours de notre attaque, reçu une vingtaine d'obus sans résultat.

Une anecdote sur la journée d'hier. Un sergent français était resté dans les mains des Allemands. Quelques heures après, ceux-ci déménageaient en vitesse, le laissant sur place avec un billet de leur toubib disant quels soins il lui avait donnés et que ne pouvant pas l'emmener ils l'abandonnaient aux Français. Le brave sergent attendait avec assez d'impatience l'arrivée de ses camarades quand une bande de 17 Boches fait irruption dans la carrière où il gisait. L'un d'eux, Lorrain, lui déclare qu'en ayant assez de se battre ils se rendent à lui. Comme les nôtres tardaient, craignant d'être surpris par un retour offensif des Allemands, ils le chargent sur un brancard et le portent

dans nos lignes.

Vendredi 16 août -

Nous n'attaquons plus. Notre infanterie est très fatiguée. Le 41^{ème} R.I. est réduit à 300 hommes, la plupart évacués pour yperite. Le 6^{ème} R.I. a aussi perdu beaucoup de monde. Le 12^{ème} R.I. est en meilleur état quoique assez réduit.

Ce matin opération locale pour prendre les carrières de Chauffour. Elle réussit. Bonne préparation d'artillerie que j'ai réglée avec le colonel Grasse du 12^{ème} R.I. et le commandant Balourdet du 15^{ème} R.A.C..

Cette affaire est l'occasion d'un incident pénible. J'avais reçu du colonel Roger, le 15, des ordres de tir pour le 16. Vers 22 heures le colonel Grasse me téléphone de venir à son P.C.. Il me montre l'ordre d'opérations qu'il vient de recevoir de la division, aux termes duquel je devais assurer le commandement des deux groupes d'artillerie, le mien et celui du 15^{ème} R.A.C. mis à sa disposition. L'ordre portait en outre qu'il était communiqué au colonel Roger pour information. De retour à mon poste j'organise l'affaire avec mes commandants de batteries et par surcroît de précaution je téléphone au P.C. du colonel Roger que la mission reçue ne me permet pas d'exécuter les ordres de tir qu'il m'a envoyés. C'est son adjoint qui reçoit ma communication. Un quart d'heure après le colonel en personne m'appelle au téléphone et me demande la raison de ce changement. Je lui réponds à mots couverts, ajoutant du reste qu'un exemplaire des ordres lui a été envoyé par la division. Il se fâche et me somme de lui donner par téléphone lesdits ordres. Je refuse naturellement en lui faisant observer que les instructions formelles du G.Q.G. interdisent ce genre de communication par téléphone. Perdant toute mesure il me réitère son ordre en me menaçant du conseil de guerre. « *Veillez en ce cas, mon colonel, m'envoyer un ordre écrit* », et je coupe la communication. Dix minutes plus tard il me rappelle. « *Oubliez, mon cher Callies, tout ce que je vous ai dit. L'ordre d'opérations était bien arrivé mais je ne l'avais pas vu* ». Je raccroche sans un mot. Quelle pitié d'en arriver à ce point d'énervement !

Le capitaine Marmier a été blessé hier à sa batterie. Un éclat d'obus lui a traversé le biceps droit sans fracture de l'humérus. Blessure sans gravité mais indisponibilité assez longue.

Lundi 19 août -

Attaque sur les carrières de la Chapelle-Saint-Andre, en liaison avec la division qui est à notre droite. Echec. Le soir le 12^{ème} R.I. reprend ses lignes de départ.

Mardi 20 août-

Renouvellement de l'attaque d'hier, sans plus de succès. Mauvais effet moral.

Mercredi 21 août -

Le Boche est décroché par l'avance de l'armée Mangin sur Noyon et notre poussée sur Lassigny et Thiescourt. Nous le suivons pas à pas. Commencée à 13 heures, la poursuite nous a conduits à 17 heures à Thiescourt. Mes batteries étant tout à fait en première ligne nous n'avons pas eu à

bouger, accompagnant notre progression par le feu. Je pense que nous nous mettrons en route cette nuit.

Jeudi 22 août -

Changement de position pendant la nuit. En cours de route, rencontre d'une unité du 12^{ème} R.I. dont un sergent, qui m'a reconnu malgré l'obscurité, m'annonce la relève de la division. Cela m'est confirmé dès notre installation à notre nouveau poste, mais il ne s'agit pour le moment que de notre infanterie. Partis à 3 heures de notre ancienne position nous sommes prêts à tirer sur la nouvelle à 7 heures.

Reconnaissance du terrain une partie de la journée et prise de contact avec l'infanterie. J'appuie un régiment de tirailleurs dont l'esprit et les méthodes contrastent fâcheusement avec nos beaux régiments divisionnaires. Longue randonnée à cheval par une chaleur torride. Fatigue. Nuit calme dans une sape fraîche fort bien organisée par les Boches, mais affreuse odeur due à des cadavres de chevaux.

Vendredi 23 août -

Dès les premières heures et avant la chaleur, reconnaissance, à pied cette fois, du côté d'Ecouvillers et de Noyon. Revenu vers midi j'apprends que nous serons relevés dans la nuit prochaine.

Samedi 24 août -

Relève et départ en permission. Passant par Paris, je vais au ministère voir mon camarade de promotion le colonel Jordan, chef du personnel de l'artillerie. Il me dit avoir besoin d'un chef d'escadron pour le cours de perfectionnement d'artillerie (C.P.A.) de Joigny et me propose cette situation. Mon premier mouvement est de refuser. Puis sur sa promesse que cet éloignement du front ne durera pas plus de six mois et qu'au printemps prochain j'y serai renvoyé pour commander une A.D., j'accepte. J'ai en effet vraiment besoin de repos après ces quatre ans de guerre. Quelques mois à l'arrière me permettront de m'occuper un peu de mes affaires qui vont à vau-l'eau. Départ pour Genolhac où je reçois quelques jours plus tard avis de ma nomination à Joigny. J'y prends mon service le 3 septembre.

De fait la guerre était finie pour moi, la victoire et l'armistice étant survenus dès novembre, alors que tout le monde croyait à une nouvelle campagne d'hiver.....